

MICROFICHE N°

30481

République Tunisienne

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE

DOCUMENTATION AGRICOLE

TUNIS

الجمهورية التونسية
وزارة الزراعة

المركز القومي
للتوثيق الزراعي
تونس

F

1

ROYAUME DU QUÉBEC

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

DIRECTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE

BUREAU D'ÉTUDES

EN 3 A / PR 2115

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

DIRECTION GÉNÉRALE

DE LA PRODUCTION

Thèse
ÉDITION PROVISOIRE

CNDA 30481

RAPPORT DU SOUS-COMITÉ DES CULTURES MARAÎCHÈRES

PERSPECTIVES QUADRIENNALES

1973 - 1976

A 12

SEPTEMBRE 1973

REPUBLIQUE TUNISIENNE
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
DIRECTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE
BUREAU D'ETUDES

CNDA 30481

A APPORT DU SOUS-COÛTE DES CULTURES
MARAICHERES

PERSPECTIVES QUADRIENNALES
1973-76

MINISTRE DE L'AGRICULTURE
DIRECTION
DOCUMENTATION

SEPTEMBRE 1972

COMPOSITION DU SOUS-COMITE DES
CULTURES MARAICHIERES.

MR. : MALEK BENSALAH	D.P.A.	Président
AMOR M'HEDSI	I.N.R.A.T.	Rapporteur
ALI DJEBARI	D.P.A.	Secrétaire du S/Comité
BOU ZITOUNI	D.M.V.V.M.	Membre
LA BOELHAFID	D.P.A.	"
GHANEMI MOULDI	C.A.T.I.D.	"
TOUNSI MONCEF	C.C.S.P.S.	"
LATIRI TAHAR	D.P.A.	"
MEYER	D.P.A.	"
BEN HASSI.C	D.P.A.	"
BELAIFA	O.T.D.	"
BUCHAN	B.D.N.M.I.V.A.S.	"
TADFIK M'ZAH	O.T.D.	"
MAHMOUD EL GHALI	C.C.N.	"
ABDELLAJID SAHOUN	B.P.D.A.	"
HASSOUNA LAGUILI	B.F.T.	"
HOUSSINE ZOHAL	M. DU FLAN	"
D'HULSTER	D.M.V.V.M.	
VAN MULLEN	D.M.V.V.M.	
JABEUR	D.M.V.V.M.	

CALENDRIER DES REUNIONS DU SOUS-COMITE

DES CULTURES MARAICHERES

- 23 Juin 1972 à 9h30 avec les membres du Sous-Comité
- 30 Juin 1972 à 9h30 avec les membres du Sous-Comité
- 5 Septembre 1972 à 9h30 avec les membres du Sous-Comité
- 6 Septembre 1972 à 9h30 avec les Chefs d'Arrondissement C.A.
- 11 Septembre 1972 à 9h30 avec les membres du Sous-Comité
- 15 Septembre 1972 à 9h30 avec les membres du Sous-Comité
- 18 Septembre 1972 à 19h avec les membres du Sous-Comité
- 20 Septembre 1972 à 9h30 avec les membres du Sous-Comité
- 22 Septembre 1972 à 9h avec les membres du Sous-Comité
- 25 Septembre 1972 à 19h avec les membres du Sous-Comité
- 27 Septembre 1972 à 19h avec les membres du Sous-Comité
- 29 Septembre 1972 à 10h avec les membres du Sous-Comité.

CHAPITRE - I -

A APPEL DE LA SITUATION ACTUELLE

I. RAPPEL DE LA SITUATION ACTUELLE DU SECTEUR

1.1 - Surfaces et Productions

En matière d'éléments statistiques on n'est pas beaucoup mieux armés qu'à la veille de la dernière année écoulée. Les résultats consignés dans le tableau I sont de 1971 et constituent la meilleure estimation de la situation actuelle des cultures maraichères en Tunisie.

- TABLEAU I -

Spécifications	Surfaces	Productions	Rendement (T/Ha)
Pomme de terre	7775 Ha	65.000 T	11
Artichaut	1810	10.800	6
Tomate	11330	170.000	15
Piments	13605	102.000	7,5
Cucurbitacées	11690	133.000	
Asperge	119	238	2
Fraisier	131	340	2,5
Haricot vert	100	94	1
Petit pois	1705	10.230	6
Oignon	4650	62.960	13
Légumes divers	7270	94.510	13
Total	60385 Ha dont 5.000 Ha en viron non iden- tifiés.	712.100 T	

L'évolution favorable en général et spectaculaire pour certains légumes, constatée entre 1962 et 1971 était due principalement à une forte extension des surfaces notamment après 1969. Les rendements enregistrés demeurent faibles et irréguliers.

Peu de périmètres irrigués prévus pour le développement de ce secteur sont mis en culture ou aménagés à cet effet, encore moins ceux qui ont atteint leur situation potentielle de production globale ou par spéculation.

Les enquêtes sur la situation en 1972 indiquent une nette régression de la production des tomates et des oignons et une stagnation de celle des piments. Les conditions climatiques et les prix

importante source en vitamines n'ont pas bénéficié de soins particuliers.

Dans la plupart des cas le système d'exploitation est extensif les cultures occupent parfois plus de 50' (54,2 en 1971) et le fourrage n'est pas intégré dans les rotations des cultures et ce malgré les recommandations des plans précédents, d'où la pénurie de foin et l'appauvrissement des sols en matière organique.

L'utilisation de Semences sélectionnées très faible. de même que la fertilisation et la lutte antiparasitaire. Les cultures de primeur ne se sont pas développées de façon telle que le surplus soit exporté à des prix concurrentiels. En 1971 on compte environ :

- 500 ha de tomate de primeur
- 300 ha de tomate d'arrière saison
- 500 ha de concombre de primeur
- 300 ha de cucurbitacées de primeur
- 500 ha de pomme de terre de primeur
- 1500 ha de pomme de terre d'arrière saison.

souvent les récoltes arrivent tardivement et ce parce que les calendriers de productions ne sont pas respectés et les systèmes de protection ne sont pas efficaces.

En général les prix pratiqués sur le marché local sont suite à une offre très faible assez prohibitifs et ce malgré une qualité souvent médiocre.

1.2 - Organisation du secteur

Le secteur seraisier ne bénéficie pas encore d'équipes de chercheurs et de vulgarisateurs d'un nombre conséquent et formés pour reconnaître et diffuser les techniques modernes d'exploitations. Les missions de conseil de variétés et de techniques faites par les organismes de recherche ont abouti à la mise en place de résultats susceptibles de jouer un rôle déterminant, dans le développement de ce secteur, néanmoins l'insuffisance et l'instabilité du personnel affecté à ces activités, la rigueur des agents et le manque de travail d'équipes et de collaboration avec les services utilisateurs ont fait sentir tout le long des plans précédents. Concernant l'approvisionnement en intrants et l'écoulement des productions on ne peut qu'évoquer encore une fois

se
 le difficulté de procurer les moyens de production en temps voulu et la
 carence dans le ramassage des récoltes, leur conditionnement
 et même leur transport.

1.3 - Exportations et Importations de produits maraichers

1.3.1 - Exportations

L'offre des produits maraichers à l'exportation ne répond
 pas encore aux trois principaux critères de cette politique à savoir :

quantité, continuité et qualité.

Le tableau II indique la moyenne des exportations en légumes
 frais pour la décennie écoulée (1962 - 1971) et celle de 1971.

(Extrait des Statistiques du Commerce Extérieur du secteur
 Agricole.)

TABEAU II : EXPORTATION DES LEGUMES FRAIS

Produits	Quantités T (1962 - 1971)	Quantités(T) 1971
Tomate	135,3	105,9
Oignons et Echalotte	740,73	12,3
Ail	221,05	36,5
Pomme de terre	7247,02	4041,2
Asperge	50,82	74,2
Choux	66,37	5,7
Carotte	1211,42	1951,2
Haricot vert	137,54	107,4
P o i s	275,15	60,5
Artichaut	3569,57	2752,7
Aubergine, Courge, Courgette	40,71	4,1
Melon Pastèque	95,7	-
Autres légumes	772,04	38,4
-----	-----	-----
Total	14443,65	9999,0

Ce tableau montre une très grande baisse dans l'exportation
 de la plupart des produits : Oignon, ail, pomme de terre, pois, artichaut
 et Cucurbitacées, contrairement à la carotte et à l'asperge.

La moyenne des exportations en légumes de conserve ainsi
 que celles de 1971 sont consignées dans le tableau III.

TABLEAU III - EXPORTATION DES LEGUMES EN CONSERVE

Produits	Quantités(t) 1962-1971	Quantités(t) 1971
Piment fort	221,34	257,2
Harissa	1759,15	1659,1
Tomate en conserve	2819,30	1519,7
Haricot vert en conserve	19,70	36,9
Artichaut en conserve	620,61	525,7
Gombo en conserve	44,75	71,6
Autres légumes en conserve	290,76	89,6
Jus de Tomate	8,05	-
Asperge en conserve	2,73	5,5
Légumes présentés dans l'eau salée	98,57	138,7
Légumes déséchés sauf piment	148,54	31,4
Piment séchés	6,30	-
Total	6047,60	4447,3

En 1971 l'exportation d'Harissa, de tomate conserve, d'artichaut de légumes desséchés et de piment a fortement diminué par rapport à la moyenne.

1.3.2 - Importations

Le moyenne des importations en légumes durant la décennie et celle de 1971 sont les suivantes.

TABLEAU IV - IMPORTATIONS EN LEGUMES FRAIS

Produits	Quantités(t) 1962-1971	Quantités(t) 1971
Dignons et Echalottes	(8324,81) 343,95	(8469,8) 6182,2
Pomme de terre de semence	5074,5	500,0
Pomme de terre	2359,74	-
Navets, betteraves et autres racines.	0,1	-
Autres légumes frais	71,5	-
Légumes présentés dans l'eau salée.	0,7	-
Légumes desséchés sauf piment	1,52	-
Asperges	3,15	0,7
Aubergines, courges, courgettes	0,31	-
Ail	25,69	-
Haricot vert	0,18	-
Tomates	0,58	-
Haricot de semence	6,91	2,5
Haricot	833,15	1593,4
Petit pois de semence	93,43	499,0

Un certain nombre d'articles ne sont plus importés grâce à une autosuffisance. Pour la pomme de terre de semence l'haricot et le petit pois le secteur consomme un tonnage de plus en plus important.

Pour les mêmes périodes les importations de produits légumi-
ers en conserve sont les suivantes :

TABLEAU V : IMPORTATIONS DE PRODUITS LÉGUMIERS EN CONSERVE.

Produits	Quantités(t) 1962-1971	Quantités(t) 1971
Légumes et fruits au Vinaigre	8,75	6,1
Champignons, truffes en conserve	38,63	25,5
Tomates en conserve	3,64	0,2
Choucroute en conserve	5,27	3,5
Haricots vert en conserve	25,44	-
Artichauts en conserve	1,22	0,1
Autres légumes en conserve	44,77	1,1
Asperges en conserve	5,87	-
TOTAL	133,56	36,5

La tendance générale va vers la nette diminution des produits d'importation qui grâce à l'implantation de nouvelles vaines ou à l'extension de celles déjà existantes ont pu être traités sur place.

CHAPTER - II -

FACTORS OF PRODUCTION

II - Définition des Objectifs de la quadriennie.

Le développement des cultures maraichères doit être conçu de façon à répondre à un triple objectif :

- 1) - Autosatisfaction des besoins intérieurs avec réduction dans la mesure du possible des coûts à la production et à la consommation.
- 2) - Amélioration de l'approvisionnement des capacités de transformation existantes dans le pays. En effet en 1971 pour la tomate par exemple nous avons transformé 82.000 T, alors que les usines existantes employées pendant 75 j/an nous donnent une capacité potentielle de 240.000 T.
- 3) - Encouragement de l'exportation vers les pays demandeurs de produits frais hors saison, mais à de cours inférieures à ceux pratiqués sur le marché intérieur.

Dans l'établissement des objectifs, le Sous-Comité s'est basé d'une part :

- sur la projection de la consommation intérieure en frais et en transformé.
- sur un développement progressif mais relativement rapide de l'exportation des produits frais hors saison.
- sur un volume de transformation de plus en plus important pour les principales cultures.

Et d'autre part :

- sur les possibilités de réalisation de projet bien précis par l'intermédiaire d'actions dont le principe est déjà agréé (ex. crédit supervisé), ou d'organismes chargés d'un certain type d'intervention (ex. OMAVI).
- sur des actions nouvelles admises par le Sous-Comité à titre de test durant la quadriennie afin de mettre au point de nouvelles méthodes d'incitation à la production par l'Administration - ex. conception de projet de Mise en Valeur et encouragement à la création de sociétés civiles dans des régions sous-exploitées et à fortes potentialités (ex. Oasis); introduction des cultures maraichères dans les assolments céréaliers mécanisés du Nord.

Ce chapitre traitera des objectifs quantitatifs pour chaque culture et de quelques moyens spécifiques d'intervention. Dans le chapitre III suivant on traitera des moyens généraux d'intervention.

II.1 - TOMATES

Écoulés

II.1.1- Tomate de Saison : (Récolte du 1er Juillet au 15 Décembre)

	1971	1973	1974	1975	1976
Consommation en frais(T)	72.600	75.000	78.100	81.400	84.300
" en trans- formé.	73.400	72.800	72.800	74.900	77.600
Exportation en transformé	11.500	51.750	51.750	67.400	75.800
TOTAL	157.600	199.600	202.650	223.700	237.700

x 1/5

Le principal objectif pour cette spéculation consiste à faire augmenter la production par extension des surfaces actuellement plantées, et en améliorant la productivité des surfaces existantes afin de :

- Diminuer le prix de revient du kilo

Les superficies réservées à la tomate de saison sont de l'ordre de 10.250 ha en 1971 avec un rendement moyen de 15 T/ha, et une amplitude de 8 à 40 T et plus.

- Faire fonctionner nos usines de transformation au moins pendant 75 J/an. En effet la capacité de transformation n'est pas une contrainte puisque la production est inférieure au potentiel des usines.

En effet, on a transformé en 1971 : 66.000 T alors que le potentiel national est de : 3.200 T/J x 75 j = 240.000 T réparties comme suit :

	Capacité en T/J	% de la capacité nationale	Transformation possible en T(75J/an)
Tunis	1.280	40	96.000
Cap-Bon	760	23,7	57.000
Bejaour	770	24,1	58.275
Bizerte	270	8,4	20.250
Centre et Sahel	120	3,8	9.000
TOTAL	3.200		240.525

Cette situation est due à :

- une production limitée et mal répartie
- de prix faibles et très fluctuants
- Développer nos exportations en transformé.

En effet, selon l'Economie Nationale, les possibilités d'exportation en transformé ne sont pas limitées à condition que l'on parvienne à un prix au kilo inférieur ou égal à 14 milliards à la production. Le prix plancher actuel payé pour la transformation est de 12 milliards/kg.

Il y a donc des actions à mener pour baisser simultanément les coûts à la production et à la transformation car le producteur ne peut supporter toute la baisse.

MOYENS A METTRE EN OEUVRE

Pour parvenir à une augmentation de la production, il faut intervenir à plusieurs niveaux :

- En fournissant des plants sélectionnés, sains, adaptés afin d'améliorer les rendements.
- En mettant régulièrement des moyens de production à la disposition des agriculteurs (intrants, produits de traitement, matériel etc).
- En assurant un encadrement technique suffisant
- En facilitant l'accès au crédit des agriculteurs économiquement faibles.

Pour ces différents projets ont été conçus. Ainsi il est possible :

- d'agir sur les superficies qui seraient entre les mains d'agriculteurs moyens et qui donnent des rendements de l'ordre de 10 t/ha ce qui est très faible.

L'effort doit porter sur l'amélioration du niveau technique des agriculteurs qui les exploitent et cela par le biais de l'octroi d'un crédit asservies (projet n°2).

- sur d'autres superficies mieux gérées : les agriculteurs souffrent de l'absence sur le marché de plants sains et bons marchés, le rendement peut être amélioré par la production de plants sélectionnés et leur vente à prix réduit.

La première tâche est de produire alors des plants sélectionnés en installant des pépinières en nombre suffisant et avec un encadrement valable.

- d'orienter la production sur les périmètres publics nouveaux vers cette production, tout en encourageant (dans les 3 cas) la passation de contrats entre le producteur et l'industriel qui aura une part de responsabilité dans la production, procure les intrants et assure l'assistance technique. Comme les transformateurs ont l'habitude de se lier avec les gros exploitants il faut s'attacher à les orienter également vers les petits et moyens agriculteurs.

II. - 1.1.2 - ESTIMATION DU SUPPLEMENT PRODUIT

L'ensemble des mesures proposées nous permet de tabler sur une augmentation de la production des tomates de saison de l'ordre de: 1.000 T. par an (1971) ; ce qui correspond à 57% de la production actuelle soit :

- Gain de productivité sur 1.900ha où le rendement passe de 10 T à 20 T/ha (projet (2))
 $1.900 \text{ ha} \times 10 \text{ T/ha} = 19.000 \text{ T.}$
- Gain de productivité attendu par la fourniture de plants sélectionnés sur 4.000 autres ha où le rendement moyen est porté de 15 T. à 20 T/ha
 $4.000 \text{ ha} \times 5 \text{ T/ha} = 20.000 \text{ T. (projet (3))}$
- La dernière possibilité envisagée d'accroître le tonnage produit est fournie par la mise en culture des périmètres nouveaux (projet 1) ; et qui serait de 22.700T.

II. - 1.2. - TOMATE HORS SAISON (Récoltée de Décembre à Juin)

La production de 7.400 T en 1971 est consommée en

- Exportation : 100 T
- Consommation intérieure : 7.300 T

Les prix de ces productions sont font des consommations de luxe et l'objectif doit être d'augmenter les quantités produites

pour abaisser les prix intérieurs afin de satisfaire une demande potentielle intérieure très large et accroître les exportations puisque les possibilités d'écoulement de la tomate hors-saison ne sont actuellement pas limitées à condition que les prix soient compétitifs.

Quatre projets sont proposés pour relever le niveau de cette production : ils fourniraient un total de 16075 Tonnes supplémentaires en 1976 par rapport à la situation de 1971. Il s'agit des projets 1 - 2 - 5 et 7.

II.2. ARTICHAUT

L'objectif proposé de 1973 à 1976 sera de :

*10000 plants/ha
15000 plants/ha
50 = 1 plan*

	72 1973	1974	1975	1976
Consommation en frais	9.300 T	9.700 T	10.100 T	10.600 T
" en transformé	1.240	1.290	1.350	1.400
-----+-----				
/Sous-Total	110.540	110.990	111.450	112.000
-----+-----				
Exportation en frais	3.260	4.500	6.000	7.850
" en transformé		1.310	2.950	5.000
-----+-----				
TOTAL	10.000 113.800	116.800	120.400	124.850

Les objectifs prévoient l'exportation de 12.850 T en 1976 :

7.850 T en frais et 5.000 T en transformé.

Le marché français à lui seul peut absorber l'exportation en frais de 7.850 T d'artichaut violet d'Hyères. L'écoulement des 2.850 autres tonnes vers les marchés du Bénélux sous forme de variété blanche (12.850) ne pose également pas de problème si une infrastructure de commercialisation est mise en place durant la quadriennie. L'objectif 1976 est donc de porter notre production à 24.850 T.

Les projets prévus pour atteindre cet objectif sont :

- Le projet B qui se propose d'améliorer la productivité, ha en relevant le rendement de 4 T/ha pour l'amener de 6T/ha à 10 T/ha, soit un total pour 1976 de 2.400 T
- Le projet (2) fournira en 1976 : 800 T
- Le projet (1) de mise en culture des périmètres nouveaux permettra d'avoir 9.900 T en 1976.

2 400
800
9.900
13 100

II. 3. POMME DE TERRE

Objectifs :

	1971	1973	1974	1975	1976
Pomme de terre de saison					
- consommation intérieure (2)	66.000	81.150	83.650	87.600	88.900
Pomme de terre hors saison					
- Exportables	4.000	5.000	8.000	9.000	10.000
- consommation intérieure/	14.200	17.850	19.350	22.400	25.100
Total	84.200	104.000	111.000	119.000	124.000

BESOIN EN SEMENCES DE POMME DE TERRE (en T)

	1971	1973	1974	1975	1976
Production Nationale	3.000	3.000	3.000	3.000	3.000
Importation	6.200	10.000	13.000	17.000	21.000
Total	9.200	13.000	16.000	20.000	24.000

(1) dont 25.000T sont consommés sous stockage, celui-ci permet, à base t°, une meilleure conservation, un étalement de la période d'écoulement, évite la chute des prix en saison sèche et la hausse des prix en fin de saison.

(2) y compris semences pour l'arrière-saison.

Les problèmes de la pomme de terre sont essentiellement des problèmes d'organisation et de vulgarisation.

- Organisation : Pour la collecte, le stockage et la commercialisation.
- Vulgarisation : Démonttrer aux agriculteurs que la productivité peut être améliorée d'une façon très appréciable : par le choix variétal, les techniques culturales et la consommation d'intrants.

Par ailleurs, l'irrégularité de la production actuelle de pomme de terre semble être intimement liée à la fluctuation des prix d'une année à l'autre et surtout dans l'année même.

Cette fluctuation est due à l'arrivée massive de la production sur le marché due au fait qu'il n'y a que 2 récoltes/an alors que la consommation est échelonnée sur toute l'année. La conservation qui se fait d'une façon artisanale ne permet pas un étalement suffisant de l'offre et forme une source de gaspillage de produit. Aussi le Sous-Comité pense qu'il est indispensable de créer une infrastructure de stockage et un organisme d'intervention qui rachèterait les excédents au moment de la chute des prix ou les stockerait pour le compte des agriculteurs pour les écouler aux périodes déficitaires établissant ainsi une régulation du marché.

- Le projet de stockage identifié sous le n° 14 dans ce rapport a été conçu à cet effet.

.../...

II. 4. - FIMENTS - POIVRONS

Objectifs de production :

	1971	1973	1974	1975	1976
<u>DE SAISON</u>					
- Consommation en frais	48.900	50.400	52.450	53.100	55.400
- Consommation inter. en transformé	44.600	50.600	52.400	54.000	56.400
- Exportation en transformé	5.400	3.200	3.350	5.000	3.700
<u>HORS SAISON</u>					
- Consommation intérieure	3.100	4.000	4.350	6.000	6.200
- Exportation		400	500	3.500	3.500
	102.000	108.600	113.050	121.400	125.200

Le rendement moyen actuel est d'environ 7,5 T/ha. Cette faiblesse de rendement peut être attribuée, en grande partie, aux viroses précoces touchant les plants actuellement utilisés.

Le projet identifié dans ce rapport permettra la production des plants sains nécessaires à 1.600 ha en 1976 et pourra couvrir les besoins de toute la Tunisie avant 1981.

Parallèlement à ce projet, le projet identifié sous le n°1 permettra une extension des superficies et le n°2 apportera une amélioration des rendements par une action de crédit supervisé.

II. 5 - MELONS PASTÈQUES (en tonnes)

La projection pour les melons et pastèques de 1973 à 1976 est de :

	1973	1974	1975	1976
Consommation intérieure	128.300 T	133.100 T	138.600 T	143.800 T
Exportation	500	1.000	2.000	4.000
Excédent Probable	1128.800	1134.100	1140.600	1147.800
Production	139.400	143.550	148.000	152.100

Ces objectifs nous permettront d'améliorer nos exportations des melons de primeur vers l'Europe, et peut être, des excédents probables vers la Lybie si on prospecte ce marché et qu'on mette au point un circuit de commercialisation.

II. 6 - PETIT POIS (en tonnes)

Objectifs

	1971	1973	1974	1975	1976
Consommation intérieure	11.830	15.170	15.320	16.480	17.200
Exportation en frais	70	100	200	300	500
Production totale	11.900	15.270	16.020	16.780	18.200

La Tunisie importe actuellement 1868 tonnes de pois de semence et de consommation pour une valeur de 179.000 D/an.

Les objectifs 1976 permettront de combler partiellement les besoins de la consommation intérieure évalués à 17.700 T et de dégager un excédent exportable de 500 T.

Cette situation est due au fait que la production actuelle vient essentiellement de petites exploitations et, des lourdes charges de main d'oeuvre supportées par cette culture.

La solution envisagée doit tout en palliant partiellement au déficit probable durant la quadriennale, préparer des solutions pour l'horizon 1981. Le petit-pois est une culture qui trouverait facilement une place dans l'assolement céréalier.

Les grandes surfaces du Nord se prêteraient à ce genre de spéculation et permettraient de réaliser une culture industrielle de petit pois avec récolte mécanique. Le projet (9) a été conçu par le sous-comité pour répondre à cet objectif; il s'agit essentiellement de tester les variétés industrielles quant à leur adaptation aux conditions Tunisiennes et de disposer d'éléments pratiques sur cette culture en même temps qu'un commencement de production à partir de 1975.

II. 7 - HARICOT VERT (en tonnes)

Objectifs

	1971	1973	1974	1975	1976
Consommation					
- en frais	530	600	650	700	700
- en transformé	310	400	400	450	450
Exportation					
- en frais	110	400	480	540	600
- en transformé	40	490	500	500	600
Production	990	1.690	2.030	2.190	2.350

II. 8 AGENCE

Objectifs

	1971	1973	1974	1975	1976
Consommation intérieure	112	120	130	135	140
Exportation	24	28	205	250	250
Transformation	4	35	115	130	140
Production	190	280	400	525	540

Ce légume est insuffisamment connu et consommé par la population malgache. Mais le développement de sa demande sur les marchés européens permet de prévoir une production plus importante.

Les projets en cours réalisés par la SOGEMIVAS et notamment le projet (1) permettront d'atteindre ces objectifs.

II. 9 - FRAISIER

En 1973, 20 ha de fraisier intensif seront cultivés entre Smahe et le Cap-Son. Ces surfaces seront portées d'ici 1976 à 40 ha, soit une production de 400 t dont le 1/3 sera exportable.

Le projet (1) vise cet objectif :

	1971	1973	1974	1975	1976
Consommation intérieure	240	300	310	320	310
Transformation	20	75	100	150	150
Exportation	-	60	70	100	160
Production	340	435	480	570	640

II.10. Oignon : La production de 1971 était de 62.960 T, le cours était bas, l'offre étant supérieure à la demande donc aux besoins de la consommation intérieure. Le chiffre de 60.000T. peut être retenu comme objectif pour 1976 de hors de l'oignon à déshydrater.

Années	1971	1973	1974	1975	1976
Consommation intérieure en frais	62960T	57.000	58.000	59.000	60.000T
Oignon à déshydrater à exporter	-	750	3.000	6.000	9.000
Total	62960	57.750	61.000	65.000	69.000

II.11. Légumes divers
Objectifs (en tonnes)

	1971	1973	1974	1975	1976
Consommation intérieure.	140.020	162.000	181.000	207.000	232.000

CHAPITRE III

MOYENS ET MESURES GENERALES A METTRE EN OEUvre

- - - - -

III - MOYENS ET MESURES GÉNÉRALES À METTRE EN ŒUVRE

III.1. Moyens techniques

Diverses mesures propres à chaque culture ont été proposées au niveau de chaque espèce ; elle doivent être complétées par un certain nombre de mesures générales qui doivent être prises pour permettre la réalisation des objectifs fixés.

III.1.1 - La Recherche

Dans l'avenir les différents organismes de recherche en cultures maraichères doivent, compte tenu des plans de développement agricole et des études et propositions de marchés extérieurs : préparer déjà l'horizon 1981 et préparer des programmes en vue de :

- sélectionner un matériel végétal adapté et répondant aux différentes exigences des utilisateurs (locaux et étrangers).
- mettre au point les techniques culturales optimales de production.
- établir des calendriers échelonnés de production propres à chaque région pour répondre à la demande.
- élargir la gamme des variétés cultivées, et fonder un catalogue officiel des variétés.
- mettre au point définitivement l'utilisation de certaines techniques de forçage permettant l'obtention de productions hors-saison ou l'augmentation de rendement : ex-matière plastique (tunnels, serres...), phytohormones...

Actuellement l'effectif de personnel scientifique et technique affecté à la recherche dans le domaine des cultures maraichères est très faible et les stations expérimentales fonctionnelles en nombre insuffisant. Il y a lieu de renforcer le plus rapidement possible aussi bien l'effectif que l'activité des stations existantes.

III.1.2. - Vulgarisation - Formation

Outre la vulgarisation globale et les interventions classiques, on pense que pour les cultures maraichères une attention particulière doit être donnée aux actions suivantes :

- le système de crédit supervisé liant l'encadrement à l'octroi du crédit doit être adopté et développé afin d'augmenter la productivité du secteur.
- La formation de techniciens (ingénieurs et adjoints techniques) et d'agriculteurs spécialisés en maraichage et leur encouragement à s'adonner à la production.
- L'organisation de concours nombreux à l'échelle régionale et nationale et l'installation de parcelles de démonstration.
- La création de potagers attenants aux écoles primaires rurales. Cette action peut être très favorable aux cultures maraichères par l'influence des enfants sur les parents, et par l'attachement qu'elle créera chez ces enfants pour la terre. Le Sous-Comité propose la création d'une centaine de potagers à titre de commencement durant la quadriennne (à raison de 1.000m²/par école). Ce projet nécessiterait le financement suivant :

postes de dépenses et de recettes	Coût	C.U.	COUT TOTAL
Frais de démarrage		1500/potager	15.000 D
Frais annuels		800/ "	8.000 D
Profit annuel		1000/ "	10.000 D

Ce projet ne doit pas revêtir un aspect économique mais doit être bien conçu dans le cadre de la vulgarisation, les profits peuvent être réaffectés au trésor.

- Le même type d'action peut être réalisé également au sein de l'armée pour les jeunes ruraux qui font leur service militaire.

III. 1.3 - Mesures à court et moyen termes

Parallèlement à ces mesures dont l'effet est à long et moyen termes, des mesures à court termes sont également à prévoir; il s'agit de :

- Extension des superficies emblavées : ceci se fera essentiellement dans les p.p.i. nouvellement mis en eau. Cependant il faut résoudre rapidement les problèmes fonciers, d'organisation et d'encadrement qui se posent à l'actuel organisme de supervision : l'OMVVM - PPI. Les objectifs que cet organisme se donne ne semblent pas proportionnés aux moyens qu'il utilise.
- Augmentation de la productivité des périmètres traditionnels par utilisation accrue des intrants, plants sélectionnés, application des résultats obtenus par la Recherche, et mise en place d'un encadrement spécialisé.
- Introduction de la culture mécanisée moderne de plein champs dans le Nord pour certaines espèces au lieu de la culture en "jardins".
- Encouragement à la création de nouvelles structures d'exploitations financièrement solides et pouvant se payer les services de cadres compétents : ex Sociétés.

C'est en vue de la mise en application de ces mesures que le sous-Comité a identifié les projets de développement prévus au chapitre IV.

III. 2 - Moyens économiques et financiers

III.2.1. - Politique des prix

Les fluctuations des prix des légumes constatées d'une année à l'autre sont principalement dues à la mauvaise adaptation de l'offre à la demande. Il arrive souvent que de forts tonnages d'une espèce donnée arrivent sur le marché dans un laps de temps relativement court et entraînent un effondrement des prix, ce qui conduit nécessairement à une désaffection de la part des producteurs l'année suivante.

.../...

Enfin, on doit rechercher dans le cadre de la vulgarisation agricole à favoriser et agir de telle sorte qu'il y ait une implantation de bétail importante sur les périmètres maraichers dans lesquels la production de fumier conditionne les rendements attendus.

Pour cela, il y a lieu de mener une action technique dans le cadre de la recherche et de la vulgarisation en vue de diffuser l'intérêt de l'échelonnement des semis; et organiser parallèlement le stockage dans certains cas (ex-projet 14 prévu pour la pomme de terre) pour étaler l'écoulement des productions groupées. La création d'un organisme d'intervention et de régulation des prix est nécessaire à cet effet.

Cet organisme s'intéressera principalement aux productions exportables ou de grosse consommation. Il sera présent sur les principaux marchés de gros pour garantir aux agriculteurs un prix minimum d'intervention qui peut être fixé comme suit :

Produits	Prix minimum garanti	Dates limites de garantie des prix
TOHATE		
Primeur	60	1er Avril au 15 Juin
Arrière saison	40	15 Décembre au 1er Avril
IPOMME DE TERRE		
Primeur	40	15 Février 15 Mai
Arrière saison	50	15 Novembre 15 Janvier
PIMENTS		
Primeur	200	{ 1er Décembre au 1er Juin
Arrière saison	200	
MELON PRIMEUR	100	1er Mai au 30 Juin
COURGETTE PRIMEUR	60	1er au 30 Avril

III.2.2 - Circuits Commerciaux

Si on analyse les circuits commerciaux actuels des produits maraichers on constate pour les légumes frais qu'il y a plusieurs marchés de gros mais les modes de transactions adoptés sont loin d'être satisfaisants. Les frais d'intermédiaires et les taxes forment souvent un véritable frein pour le développement de certaines cultures notamment au marché de gros de Tunis.

Par ailleurs, le circuit d'exportation des produits maraichers se fait à 90% par voie maritime et les frais d'approche grevant le kilo de légumes à l'exportation sont actuellement trop élevés pour pouvoir concurrencer certains pays déjà installés sur les marchés

européens et mieux armés pour transporter leur marchandises dans de meilleures conditions.

Aussi l'organisation de la production et surtout du marketing s'imposent-elles; de même qu'une révision des circuits de commercialisation.

Le Sous-Comité propose, en conséquence que :

- d'une part on examine sérieusement la possibilité de créer près de Tunis un marché d'Intérêt National avec utilisation éventuelle d'un système de criées (avec cadran). Le port de La Goulette conviendrait bien à cette nouvelle infrastructure.

- d'autre part on organise l'infrastructure et les circuits de commercialisation aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur dans le cadre d'un Office dont on précisera la consistance dans les moyens institutionnels.

Enfin pour l'approvisionnement en intrants des agriculteurs il est indispensable de disposer de quantités suffisantes ^{des produits} durant toute l'année. Les contrôles et contingents actuels inhibent le développement de la production. Aussi, est-il, nécessaire de garder régulièrement un stock de report dans le pays équivalent à la consommation de 6 à 12 mois suivant la sensibilité des produits à la détérioration.

III.2.3. - Politique de crédit

III.2.3.1. - Pour l'Etat et les organismes bancaires

Un certain nombre de spéculations maraîchères notamment d'hors-saison, nécessitant des frais dépassant parfois les 1.000 Dinars par hectare. Les moyens et petits agriculteurs situés dans des régions agro-climatiquement favorables ne disposent en général pas de moyens financiers suffisants, aussi faut-il mettre en place une politique de crédit agricole mettant à leur portée de nouvelles possibilités de crédit de campagne ou de crédit supervisé avec des taux conséquents.

Ces taux doivent d'ailleurs être révisés également pour les cultures de saison.

Enfin pour mobiliser le maximum de ressources il est souhaitable que tous les organismes bancaires participent à cette opération et qu'il n'y ait pas de monopole ^{de fait} pour la Banque National de Tunisie.

III.2.3.2. - Pour les industriels et les exportateurs

La situation actuelle se caractérise par l'absence quasi totale de contact entre les industriels et les exportateurs d'une part et les pro-

ducteurs d'autre part en amont de la production.

Le Sous-Comité préconise que non seulement des contacts soient établis notamment par l'intermédiaire de contrats de cultures mais également par la mise au point d'un système de financement (avances en nature, espèces, transport...) par les industriels et les exportateurs afin d'encourager la production et de lier la production à la commercialisation.

III.3. Moyens structurels

III.3.1 - Structures mentales

L'objectif fondamental est de mettre en concordance l'intérêt individuel des agriculteurs avec l'intérêt général, et à partir de ce moment toute réforme de structure ne peut que satisfaire aux aspirations de tout le monde.

Les notions de remembrement, de surface économiquement optimale d'une exploitation maraîchère, de l'industrialisation ou de la spécialisation dans certaines spéculations, ne sont pas suffisamment ancrées chez les maraîchers de pointe et encore moins dans l'esprit des nouveaux agriculteurs. Une action éducative en ce sens doit être envisagée afin de faire évoluer ce secteur.

En dépit des grands efforts financiers consacrés à la formation agricole au cours de la dernière décennie, le système adopté - malgré de multiples changements en fonction des conjonctures de la politique agricole - n'a nullement répondu aux exigences du secteur des cultures maraîchères. En Octobre 1970 un institut formant des techniciens supérieurs spécialisés en horticulture a vu le jour à chott Mariem ; encore que la spécialisation n'est pas spécifiquement maraîchère. Le nombre de cadres supérieurs et moyens formés est insignifiant, les quelques individualités existantes ont plutôt une formation pratique.

Il est donc nécessaire d'examiner la situation actuelle du système de formation et lui donner une orientation conforme aux options Socio-économiques, et ceci est d'autant plus urgent que le secteur demeure traditionnel et qu'il faut le renouveler.

Les projets indiqués dans le paragraphe précédent exigent un nombre élevé de cadres compétents et spécialisés.

III.3.2 - Structures administratives

La réalisation des objectifs définis dans le paragraphe II ne peut se faire que grâce à la mise en application des projets identifiés précédemment, ce qui suppose une intervention de l'Etat sur plusieurs plans.

En effet, le secteur des cultures maraichères, quoiqu'il pourrait représenter un pôle de développement certain dans notre économie agricole, ne peut jouer pleinement ce rôle par suite du manque d'organisations des producteurs, des transformateurs, de l'instabilité des prix, de l'absence de circuits rationnels d'écoulement, de l'absence de moyens de stockage etc. .

D'où la production actuelle (en dents de Scie) caractérisée par une faible productivité ; des capacités de transformation partiellement utilisées alors que la production de certaines régions ne trouve pas d'acheteurs des possibilités d'exportation/n'ont pour ainsi dire pas été réalisées.

Il y a donc lieu de mener simultanément des actions de :

- Développement et intensification de ces cultures, essentiellement par le crédit agricole et l'encadrement.
- Orientation de la production de façon à éveiller en même temps l'intérêt du producteur, du transformateur et de l'exportateur.
- Organisation de l'approvisionnement et de l'écoulement à tous les stades.
- Intervention directe sur le marché par rachat de produits pour éviter toute chute de prix préjudiciable à l'encouragement de la production ; par le stockage et toute action de nature à faciliter le conditionnement des produits.

- Gestion du secteur à un grade de hauts cadres "Marchés d'intérêt National".
- Coordination entre ces différentes actions.

Les projets identifiés dans ce rapport convergent tous vers la matérialisation de ces actions. Cependant, dans la mesure où ^{ils} seraient gérés indépendamment les uns des autres, on ne peut échapper à un manque de coordination dont la conséquence immédiate serait une baisse de la production et la détérioration de la désorganisation actuelle.

Aussi le Sous-Comité propose-t-il la création d'un organisme unique, qui aura pour mission la réalisation de ces actions, et qui jouera un rôle intermédiaire (à définir avec plus de précision une fois le principe arrêté) entre celui de nos offices actuels : des céréales, de l'huile, du vin, de l'élevage, et celui de l'office central de l'Exportation (O.C.E.) au Congo.

Malheureusement, le secteur des cultures maraichères ne possède pas en Tunisie une structure d'intervention et de régulation qui lui permette le développement souhaité.

III.2.5 - Structures d'aménagement et d'écoulement

En plus de cultures à des périodes nouvelles, l'intensification des cultures traditionnelles ainsi que l'ensemble des projets sus-mentionnés, exigent d'une part la fourniture d'intrants au moment opportun et d'autre part la collecte et le conditionnement des produits. Ces actions prioritaires sont énumérées dans le projet (13) qui se propose de construire des centres régionaux de collecte, de conditionnement et de conservation.

CHAPITRE IV

IDENTIFICATION DE PROJETS DE DEVELOPPEMENT

- * - - * -

Les projets de développement identifiés par le sous-comité en vue de réaliser les objectifs précités sont au nombre de seize (16) dont quelques uns sont déjà en cours.

Le présent chapitre comporte les fiches d'identification des projets numérotés de 1 à 16.

PROJET N°...!.....

1.- NOM DU PROJET : Mise en culture des périmètres nouveaux dans les périmètres publics irrigués contrôlés par l'O.M.V.M.-P.P.I.

Il faut entendre par périmètres nouveaux :

- 1^{er}) Les périmètres en cours, à mettre en eau pendant la quadriennale soit 7.000 ha
- 2^{es}) Les périmètres existants dont la mise en eau commence soit 11.364 ha
- 3^e) La partie des périmètres anciens non ou peu irrigués soit 14.000 ha

2.- LOCALISATION DU PROJET : Voir tableaux ci-joint

3.- ORGANISME PROMOTEUR : O.M.V.M. P.P.I.

4.- DESCRIPTION DU PROJET :

Il s'agit d'installer des cultures maraîchères sur la partie à vocation maraîchère des périmètres nouveaux définis au 1.

Les objectifs du présent projet sont d'aboutir aussi vite que possible aux productions maraîchères prévues. Les terres à vocation fruitière seront cultivées en maraîchage avant la plantation et en intercalaire après la plantation.

Il est prévu de porter en quatre années le taux d'occupation des terres que de :

- 0,25 à 0,7 dans le Aïrouanais
- 0,4 à 0,7 dans le Sébena
- 0,7 à 1,0 à Saïba
- 0,25 à 0,5 à Kasserine
- 0,15 à 0,5 à Bafaa
- 0,1 à 0,5 à Lakhma
- 0,25 à 0,7 dans le Nord
- 0,45 à 0,8 dans le Bassa Sedjarda

Les actions types prévues sont :

- Installation de sections de vulgarisation dans toutes les directions régionales avec un vulgarisateur polyvalent pour 500 hectares dans une première étape (1973 à 1974). A partir de 1975, la densité de vulgarisateurs sera augmentée et des techniciens spécialisés en maraîchage seront installés dans les périmètres maraîchers. La formation de ces techniciens spécialisés devrait être entreprise dès que possible. Vu que les superficies maraîchères, concernées par le présent projet atteindront plus de 5.700 hectares en 1975, on peut estimer, que le nombre de techniciens spécialisés est de 33 à raison d'un technicien pour environ 250 ha.
- Distribution de crédit spécialisé et de crédits FOMSA.

- Projets de vulgarisation en coopération technique avec des pays étrangers comportant notamment l'établissement de parcelles de démonstration. Les projets sont les suivants, chacun d'entre eux couvrant une superficie d'environ 5.000 hectares.

Sousse	4.000ha avec la Belgique 1.000ha dans l'O.M.V.V.M.	{ approuvé " }
Kasserine	5.000ha avec la R.F.A.	{ présenté " }
Gafsa	5.000ha avec la Suède	{ " }
Kairouan	5.000ha avec le Canada ou la France	{ " }
Tunis	5.000ha avec l'Italie	{ " }
(OMVVM)	5.000ha avec les Pays-Bas	{ " }

5.- COUT ET CALENDRIER DE REALISATION -

En Milliers de Dirars

RUBRIQUES		1973	1974	1975	1976	Total
<u>MONNAIE LOCALE</u>						
Equip. et construction	(1)	30	10	5	5	50
Fonctionnement	(2)	50	35	55	70	210
Crédit supervisé	(3)					
. montant annuel		(200)	(322)	(450)	(604)	-
. supplément annuel		200	122	128	154	604
. montant non recouvré (30')		-	60	96	135	291
Crédit FOSDA	(4)	35	90	90	90	305
Autres	(5)	65	73	91	92	321
Total local		300	390	465	546	1.781
Devises	(6)	50	21	23	26	110
Total		430	411	488	570	1.899
Financement étranger	(7)	93	300	335	333	1.061
Total Général		523	711	823	903	2.960

(1) Logements du personnel et bureaux

(2) 25% des salaires du personnel de la vulgarisation

(3) Calculé sur les bases suivantes :

Année 1 :	{ 50 " des normes + 20 " des frais de M.O. }	x 0,20
2 :	{ 60 " " + 20 " " }	x 0,20
3 :	{ 70 " " + 20 " " }	x 0,20
4 :	{ 80 " " + 20 " " }	x 0,20

(4) 25% des besoins en crédits FOSDA des P.P.I. autres que plantations, cheptels ovins et bovins et étables.

(5) 25% des crédits vulgarisation du budget d'investissement de l'O.M.V.V.M.

(6) 25% des crédits FOSDA en devises pour les P.P.I.

(7) Contrepartie des projets d'assistance technique en vulgarisation.

PRODUCTION PROVENANT DES PERIMETRES NOUVEAUX EN COURS DE MISE EN CULTURE OU SOUS EXPLOITES

PERIMETRES	Pomme de terre Ha								Tomate: Ha								Piment - Poivron: Ha								Artichaut: Ha				Cucurbitacées: Ha								Haricots ve		
	Hors saison				Saison				Hors saison				Saison				Piment				Poivron H.S				73	74	75	76	Saison				Hors saison				73	74	
	73	74	75	76	73	74	75	76	73	74	75	76	73	74	75	76	73	74	75	76	73	74	75	76					73	74	75	76	73	74					
	K.F.W.																																						
Kairouan	51	107	141	189	45	78	102	137	-	-	-	-	-	-	-	-	24	39	51	69	-	-	-	-	-	-	-	-	24	39	51	69	-	-	-	-	-	-	
Kasserine	29	47	58	78	21	34	42	57	-	-	-	-	11	17	21	28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11	17	21	28	-	-	-	-	-	-	
Gafsa	4	8	12	18	5	6	9	13	-	-	-	-	2	3	4	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	3	4	6	-	-	-	-	-	-	
Le Kef	22	24	28	31	16	18	19	22	-	-	-	-	8	9	10	12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	9	10	12	-	-	-	-	-	-	
Jendouba	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18	32	43	57	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18	32	43	57	-	-	-	-	-	-	
Hors K.F.W.	116	180	237	316	85	136	172	229	-	-	-	-	39	61	78	103	24	39	51	69	-	-	-	-	-	-	-	-	63	100	129	172	-	-	-	-	-	-	
Hors Hors K.F.W.	39	28	15	50	18	20	12	35	-	10	10	6	18	-	-	-	-	-	-	-	-	10	10	6	18	-	-	-	-	-	-								
Sousse Mar	72	84	96	108	-	-	-	-	225	260	300	340	-	-	-	-	-	-	-	-	153	178	204	230	-	-	-	-	-	-	-	-	153	178	204	230	225	260	
Arb	69	92	77	31	50	65	56	20	-	-	-	-	25	33	28	11	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25	33	28	11	-	-	-	-	-	-	
Soussis	3	5	10	14	3	4	8	14	-	-	-	-	-	-	-	-	4	5	10	14	-	-	-	-	-	-	-	-	2	3	6	8	-	-	-	-	-	-	
Ghardimaou	7	15	30	35	-	-	-	-	-	-	-	-	12	25	40	45	-	-	-	-	-	-	-	-	15	25	40	45	6	8	15	18	-	-	-	-	-	-	
Sibsa	55	63	69	83	40	46	48	61	-	-	-	-	20	24	26	36	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20	24	26	36	-	-	-	-	-	-	
Sousse vallée Hndj	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	200	400	600	800	-	-	-	-	-	-	-	-	300	600	900	1200	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Nabeul (Chiba)	-	-	-	-	5	5	10	10	-	-	-	-	105	115	130	140	75	80	90	100	-	-	-	-	-	-	-	-	3	3	4	5	3	3	4	5	-	-	
Hors hors K.F.W.	231	287	298	321	118	140	134	141	225	260	300	340	362	597	824	1032	89	95	106	132	153	178	204	230	315	625	940	1245	66	81	85	96	156	18	208	235	225	260	300
Total Has	347	473	533	637	201	278	306	370	225	260	300	340	401	658	902	1135	115	134	157	201	153	178	204	230	315	625	940	1245	129	161	214	268	156	181	208	235	225	260	300
Production (T/ha)	15,0	10,5	15,5	12,0	10,0	11,0	15,0	15,0	2,0	2,5	2,5	3,0	18,0	18,5	19,0	20,0	7,0	8,0	9,0	10,0	7,0	7,5	8,0	8,5	7,0	7,0	7,5	8,0	12,0	12,0	13,0	13,0	12,0	13,0	14,0	15,0	4,0	4,0	4,0
Total/Tonnes	5470	4968	8285	7644	2010	3036	3976	5550	4500	5980	7500	10200	7218	12175	17138	22700	791	1072	1413	2010	1071	1335	1632	1955	2205	4375	7050	9960	1548	2172	2782	3484	1872	2333	2912	3525	900	1040	1200
Valeur (D/Tonne)	50	50	50	50	22	22	22	22	70	70	70	70	18	18	18	18	45	45	45	45	80	80	80	80	60	60	60	60	20	20	20	20	70	70	70	70	60	60	60
Valeur de la production (D)	173500	248300	294350	382200	44220	66792	87516	122100	315000	418600	525000	714000	129924	239118	308484	408600	35595	46240	63585	90450	85680	106800	130560	156400	132300	262500	423000	597600	30960	43440	55640	69680	131040	164710	203840	246750	54000	62400	76000
Frais minimum (D/ha)	32178	113885	151605	203660	51366	54296	60156	94720	111150	148460	193500	264120	63759	121730	189420	267860	19109	26452	35309	50480	29606	39908	51999	65638	66465	152500	260380	387195	16254	26607	35736	50384	58068	79278	103376	150895	15458	20020	25500

LE MONTANT DU CREDIT EN NATURE DEMANDE PAR L'OMVVM EST ESTIME A 30% DES FRAIS MINIMUM DE CAMPAGNE (CEUX-CI COMPRIS DE L'EAU ET 20% DES FRAIS DE MAIN D'OEUVRE.) SOIT:

6. AUGMENTATION ATTENDUE DE LA PRODUCTION -

Années	1973		1974		1975		1976	
	Prod. tonnes	Valeur 1000 D						
Pomme de terre :								
hors saison	3.470	173,5	4.966	248,3	5.855	294,3	7.644	382,21
saison	2.010	44,2	3.036	66,8	3.978	87,5	5.550	122,1
Tomate								
hors saison	4.500	315,0	5.980	418,6	7.500	535,0	10.200	714,0
saison	7.218	129,9	12.173	219,1	17.178	308,5	22.700	408,6
Piments	791	35,6	1.072	48,2	1.413	63,6	2.010	90,5
Poivrons hors saison	1.071	85,7	1.335	106,8	1.632	130,6	1.955	156,4
Artichaut	2.205	132,3	4.375	262,5	7.050	423,0	9.960	597,6
Cucurbitacées :								
hors saison	1.872	131,0	2.353	164,7	2.912	203,8	3.525	246,8
saison	1.548	30,9	2.712	43,4	2.782	55,6	3.484	69,7
Haricots verts	900	54,0	1.040	62,4	1.200	72,0	1.360	81,6
Petits pois	1.590	47,7	2.496	74,9	3.204	96,1	3.750	112,5
Légumes d'hiver	7.380	221,4	10.185	305,5	11.730	353,7	12.480	374,4
11 Oignon	2.562	128,1	3.409	170,5	4.247	213,4	5.328	266,4
Fèves	1.848	101,6	2.604	143,2	3.541	183,8	4.305	236,8
		1630,9		2334,9		3010,9		3859,6

7. PERSONNEL D'ENCADREMENT (pour l'ensemble des p.i)

	Existant	1973	1974	1975	1976
Ingénieurs principaux	2	5	6	7	7
Ingénieurs agricoles	3	9	10	11	11
Adjointes techniques polyvalentes	29	80	104	104	104
Adjointes techniques spec. un maraichage	-	-	-	15	15

1 - Nom du projet : Intensification de la production des cultures maraichères principales, dans les périmètres irrigués traditionnels, par l'octroi d'un crédit supervisé.

2 - Organisme promoteur : Sous-Centé des Cultures maraichères.

3 - Description du projet : Le projet consiste en l'intensification de la productivité des cultures maraichères principales dans les périmètres irrigués traditionnels par un encadrement rapproché et par l'octroi de crédits en nature, supervisés (engrais, semences, pesticides, facilité de caisse : main-d'oeuvre et travaux mécaniques).

3.1. Actions types prévues

- Vulgarisation, par installation d'un encadrement rapproché à raison d'un ingénieur et de 4 Adjointes techniques par 1.000 ha. Ceci exige des frais d'équipement et des frais de fonctionnement.

Equipement : 1 voiture par ingénieur : 1.200 D
1 vélo-moteur par adjoint technique : 100 D

Fonctionnement : consommation des voitures : 400 D/an, de vélo-moteurs : 94 D/an
frais de bureau : 200 D/équipe et par an.

- Octroi des crédits en nature supervisés.

Le calcul des normes de ce crédit est fait de la façon suivante pour chaque espèce :

Soit pour les différentes espèces :

Tomate de saison	160 D/ha
Pomme de terre de saison	157
Piment de saison	170
Tomate de primeur	533
Piment de primeur	361
Melons et courgettes de primeur	364
Artichaut	257

- Octroi d'un crédit FOSDA, pour favoriser l'équipement de ces périmètres. Nous l'estimons à 20 D/ha en moyenne.

SOUSSE					KASSERINE				SFAX				GABES				GAFSA				PETIT																		
MAHDIA, JEMMAL, ELJEM, SOUSSE, MSAKEN, KALAAKEBIRA, ENFIDA					THALA, KASSERINE				PETITS PERIMETRES TRADITIONNELS: CHEBBA				GABES, MARETH, ELHAMMA				OASIS du DJERID, GAFSA et A. D. POINT D'EAU PRIVE de Gafsa				ON																		
1973	1974	1975	1976	1977	1973	1974	1975	1976	1977	1973	1974	1975	1976	1977	1973	1974	1975	1976	1977	1973	1974	1975	1976	1977	1973	1974	1975	1976	1977										
100	150	200	200	—	20	40	50	50	—	20	40	50	50	—	50	75	100	100	—	100	150	200	200	—	20	40	50	50	—	20	40	50	50	—	20	40	50	50	—
20	40	50	50	—	20	40	50	50	—	20	40	50	50	—	20	40	50	50	—	20	40	50	50	—	20	40	50	50	—	20	40	50	50	—	20	40	50	50	—
50	75	100	100	—	20	40	50	50	—	20	40	50	50	—	20	40	75	75	—	20	40	75	75	—	20	40	75	75	—	20	40	75	75	—	20	40	75	75	—
220	340	450	450	—	60	120	150	150	—	120	240	300	300	—	210	345	500	500	—	240	380	525	525	—	240	380	525	525	—	240	380	525	525	—					
1000	—	—	—	—	200	—	—	—	—	1000	—	—	—	—	1000	—	—	—	—	1000	—	—	—	—	1000	—	—	—	—	1000	—	—	—	—					
250	400	450	450	—	50	100	250	250	—	100	200	400	400	—	200	400	500	500	—	250	400	500	500	—	250	400	500	500	—	250	400	500	500	—					
(45 540)	(69 980)	(92 350)	(92 350)	(99 400)	(19 880)	(248 50)	(248 50)	(34 900)	(65 800)	(88 200)	(88 250)	(88 310)	(106 445)	(160 150)	(160 150)	(70 910)	(121 645)	(163 530)	(163 530)	(163 530)	(163 530)	(163 530)	(163 530)	(163 530)	(163 530)	(163 530)	(163 530)	(163 530)	(163 530)										
45 540	24 440	22 376	—	9 940	9 940	4 970	—	34 900	30 900	22 450	—	68 310	40 135	53 705	—	70 910	50 735	41 885	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—										
—	13 662	25 994	27 705	—	2 982	5 964	7 455	—	10 470	19 740	26 475	—	19 893	31 934	48 045	—	21 273	36 494	49 059	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—										
4 400	2 400	2 200	—	1 200	1 200	600	—	2 400	2 400	1 200	—	4 200	2 700	3 100	—	4 800	2 800	2 900	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—										
51 190	4 0902	4 6014	28 155	11 390	14 222	11 784	7 705	3 8400	4 3970	43 790	26 875	71 710	6 3128	89 239	48 545	76 960	75 208	81 779	49 559	36 300	—	—	—	—	—	—	—	—	—										
1000	18000	1500	27000	2000	36000	2000	36000	200	3600	400	7200	500	9000	500	9000	500	9000	750	13500	1000	18000	1000	18000	1000	18000	1500	27000	2000	36000										
100	2200	200	4400	250	5500	250	5500	100	2200	200	4400	250	5500	250	5500	100	2200	200	4400	250	5500	250	5500	100	2200	200	4400	250	5500										
90	4050	135	6075	180	8100	180	8100	36	1620	72	3240	90	4050	90	4050	36	1620	72	3240	135	6075	135	6075	—	—	—	—	—	—										
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—										
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—										
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—										
100	7000	150	10500	200	14000	200	14000	—	—	—	—	—	—	—	40	2800	80	5600	100	7000	100	7000	100	7000	150	10500	200	14000	200	14000									
1310	81050	1785	40575	2530	63000	2530	63000	336	7420	672	14840	840	18550	840	18550	012	9500	1224	90300	1530	62750	1530	62750	12 22	52 200	19 94	82400	3520	98575										

PROJET N°...P.....

- 1 - Nom du projet : Production de jeunes plants de tomate de saison.
- 2 - Localisation du projet : Le projet de production de jeunes plants de Tomate de saison doit être localisé dans les zones où cette culture occupe une superficie importante soit dans les Gouvernorats de : Tunis, Bizerte, Cap-Bon et à un minimum degré :
 - Le Nord Ouest
 - Le Centre

L'installation de ces pépinières de jeunes plants (aménagement des pépinières existantes et mise en place de nouvelles unités) pourra se faire à :

a. Pour la zone de TUNIS - MEDJENNA :

- El-Hadid (Rural Station de la C.C.E.P.S.)
- El-Habibia (privé).
- El-Harrich (C.C.E.P.S. - ferme de multiplication)
- Aïnès (M. Agriculture)
- Berg Bouche
- Agro-combinat Sadroun (Jardins)
- " de Laxmé
- " de Sbeitla.

b. Pour la Cap-Bon :

- Lemna (C.C.E.P.S.)
- Soliman (SOCIÉTÉ, Coop. de Service)
- Karon - (C.C.F.)

c. pour la zone de BIZERTE :

d. pour le CENTRE

- SAHLINE (Sahel)
- ENFIDA (L.T.D.)
- HIBOUN (O.T.D.)
- Institut d'horticulture de Chott-Marien.

3 - ORGANISME PROMOTEUR : Sous-Comité des Cultures Maraichères

4 - DESCRIPTION DU PROJET : La production actuelle de tomate en culture de saison ne couvre qu'environ la moitié de la capacité de transformation existante dans le pays (73.400 T en 1971 contre une capacité de 192.000 T en 50j de fonctionnement). Pour améliorer l'approvisionnement de ces usines de transformation la production actuelle pratiquement devra doubler. Etant donné qu'on ne peut imaginer une extension à l'infini des surfaces cultivées, l'augmentation de la production doit être recherchée dans l'augmentation de la productivité. Ceci peut être réalisé, pour une grande partie, par l'amélioration de la qualité des jeunes plants. Le Sous-Comité estime que la production contrôlée des jeunes plants nécessaires à l'emblavement de 4.000ha en 1976 est réalisable. Etant donné que la superficie utile "pépinière" est de l'ordre de 1/30 de la surface à planter (200 plants par m² = 1 are de culture (plantation + remplacement) il faut prévoir avant la fin du plan quadriennal, la mise en place et l'exploitation de 40 ha de pépinières.

4.1. OBJECTIFS : Etablissement de 40 ha pépinières (40ha de surface utile = 68 ha de surface brute) en 4 ans.

Rythme proposé :

	aménagement	existant	total
1973	5 ha	-	5 ha
1974	10 ha	5 ha	15 ha
1975	15 ha	15 ha	30 ha
1976	10 ha	30 ha	40 ha

SUITE EN

F

2



MIKROFICHE N°

30481

République Tunisienne

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE

DOCUMENTATION AGRICOLE

TUNIS

الجمهورية التونسية
وزارة الزراعة

المركز القومي
للتوثيق الفلاحي
تونس

F 2

4.2. ACTIONS TYPES PREVUES :

- production de jeunes plants parallèlement au rythme d'établissement de pépinières prévu sous 4.1.

pour la plantation de

1973	10.000.000	500 ha
1974	30.000.000	1.500 ha
1975	60.000.000	3.000 ha
1976	80.000.000	4.000 ha

- liaison entre d'une part les pépinières et d'autre part les agriculteurs, producteurs, de traite assuré par un organisme de vulgarisation et un service commercial très bien organisé.

5 - COUT ET CALENDRIER DE REALISATION :

5.1. Prix de revient de 1 ha. de pépinière : (1,7 ha de surface brute) pour la production de 2.000.000 de jeunes plants).

Travaux mécaniques	15 ^d ,000	15 ^d ,000	p.m.mat.méc.
Matériel			
- de traitement phyto 50 "	30 ^d ,000		
- d'arrosage 20 "	20,000		
- aratoire 20 "	15,000		
- petit (+ transport) 20 "	30,000		
- polyéthylène (sur 3/4) 50 "	420,000		
- arceaux (fil de fer) 20 "	120,000		
- piquets 20 "	20,000	655 ^d ,000	
Produits			
- fumier 50 t.	200 ^d ,000		
- terreau 12 T.	120,000		
- engrais	10,000		
- désinfection	45,000		
- autres traitements	150,000		
- eau 2.000 m3	15,000		
- semences 30 kg.	270,000	810 ^d ,000	p.m. puits

Main d'oeuvre			
- désinfection	3,500		
- épandage fumier, terreau	7,000		
- confection, prép. planches	10,000		
- semis	6,500		
- arrosage	78,000		
- traitements phyto	20,000		
- désherbage	400,000		
- manipulat.	500,000		
- arrachage	400,000		
- gardiennage	165,000	1.590,000	p.m., hangar de stockage

Frais généraux			
- location	50,000		
- indirect & gestion 15'	300,000	350,000	
		<u>3.420,000</u>	

2.000.000 plants pour 3.420.000 mill
1 plant = 1,7 millimes.

F.2 Coût du projet

Les dépenses pour la quadriennie s'élèveront à :

Année	1973	1974	1975	1976	TOTAL
Dépenses					
Frais de première installation :	15.000	-	-	-	15.000
Fonctionnement et équipement	17.100	51.300	102.600	136.800	307.800
Recettes : vente de plants	-	-20.000	-60.000	-120.000	200.000
Total	32.100	31.300	42.600	16.800	122.800

6. JUSTIFICATION DU PROJET :

6.1 Augmentation attendue de la production :

Espèces	Année 1973		Année 1974		Année 1975		Année 1976	
	Tonnes	Dinars	Tonnes	Dinars	Tonnes	Din.	Ton.	Dinars
Tomate de saison	2.500t	45.000	7.500	135.000	15.000	270.000	20.000	360.000

2 - INSTITUTIONS, modalités d'EXECUTION :

2.1. Sur le plan technique et d'encadrement pour la C.S.P.S. est en mesure d'établir 4 ha de pépinière à Elmi Thabet, la Soukra et Libna. Au cours de 1973, il serait nécessaire de prendre les dispositions afin d'incorporer d'autres organismes dans la production de jeunes plants : Un ingénieur et 2 adjoints techniques doivent être spécialement pour ce projet.

2.2. Sur le plan économique et financier : autofinancement presque à 100% à partir de la 4^e année. Les plants doivent être vendus à 2 Mill./pièce.

2.3. Sur le plan structural et institutionnel :

- Charger un ou plusieurs organismes de l'exécution de ce programme : C.S.P.S., Agro-Combinais.....

- Consolider les services commerciaux des organismes qui seront choisis.

- Organiser le contrôle de ces pépinières de telle sorte que la production de plants se fasse surtout et toujours à temps.

PROJET N°1.....

- - -

- 1 - Nom du projet : Production de plants de Piments de saison.
- 2 (Localisation du projet : ce projet de production de plants de piments de saison doit être localisé dans les zones qui assurent la part la plus importante de la Production, soient : les gouvernorats de Tunis et du Cap-Bon.

Dans ces deux gouvernorats, les pépinières pourront être établies ou aménagées à :

- a - Gouvernorat de Tunis
 - Sidi Thabet : Station C.C.S.P.S.
 - El Habibia : Société des pépiniéristes
 - Manouba : Pépinière Behri
 - Monastir : " "
- b - Gouvernorat du Cap-Bon - Korba : Pépinière C.C.S.P.S.

3 - Organisme promoteur : Sous-Comité des cultures maraichères.

4 - Description du projet :

Les rendements actuelles de la culture de Piment sont limitées par suite d'une forte contamination virale précoce. Ce projet se propose de relever les rendements de 30' environ par la production de plants indemnes de virus à partir de nouvelles semences importées et en cadres grillagés à l'abri des attaques de puceron=(agent vecteur). De telles actions pourraient être réalisées dans la quadriennie avec l'aménagement de 12 ha de pépinières (dont 7,5 ha à aménager).

4.1. Objectifs : Etablissement de 12 ha de pépinières (soient 24 ha de superficie brute) en 4 ans. Selon le plan suivant :

	<u>Aménagements</u>	<u>Existants</u>	<u>Total en Ha</u>
1973	-	4,5 (*)	4,5
1974	3	4,5	7,5
1975	2,5	7,5	10,0
1976	2	10,0	12,0

(*) Frais de fonctionnement par an et par ha. sans les frais d'installation P.M.

4.2. Actions types prévues :

Production de plants parallèlement au rythme d'établissement prévu ci-dessus.

1973	18.000.000	de plants,	pour la plantation de	600	ha
1974	30.000.000	"	"	1.000	ha
1975	30.000.000	"	"	1.350	ha
1976	48.000.000	"	"	1.600	ha

La liaison entre les pépiniéristes et les producteurs sera assurée par un organisme de vulgarisation et par un service commercial très bien dépendant de l'organisme producteur de plants.

5. - COUT ET CALENDRIER DE REALISATION :

5.1. Prix de revient de 1 ha de pépinière (2ha superficie brute) pour la production de 4.000.000 plants

	D	C
1. Travaux mécaniques	25.000	25.000
2. Matériel		
- de traitement phyto 50'	40.000	
- d'arrosage 20'	25.000	
- aratoire 20'	20.000	
- petit + (transport) 20'	35.000	
- polystyrène 50'	420.000	
- arceaux (fil de fer) 20'	120.000	
- piquets 20'	20.000	
- grillage isolement 25'	200.000	890.000
3. Fournitures		
- fumier	4.500.000	
- terreau 12 T	120.000	
- engrais	10.000	
- désinfection	45.000	
- autres traitements	150.000	
- eau 3.000	25.000	
- semences	300.000	5.150.000
4. Main d'œuvre		
- creusage tranchée de couche	150.000	
- désinfection	3.500	
- confection de couche	150.000	
- apport terreau	10.000	
- semis	6.500	
- arrosage	75.000	
- traitement phyto	20.000	
- désherbage entretien	300.000	
- manipulation	400.000	
- arrachage	300.000	
- gardiennage	165.000	1.590.000

8. Frais généraux

- location	100.000	
- Indirects et gestion	1.255.000	<u>1.355.000</u>
		2.000.000 (*)

4.000.000 plants pour 9.000 soit 1 plant
= 2,25 Millions.

8.2. Calendrier des dépenses :

Dépenses en D.	Année				Total
	1973	1974	1975	1976	
Frais d'installation	20.000	-	-	-	20.000
Équipement et Forage	48.500	67.500	90.000	108.000	314.000
Recettes ventes de plants	-	-35.000	-50.000	-80.000	-175.000
TOTAL	68.500	32.500	40.000	28.000	169.000

9 - Justification du projet :

9.1. Augmentation attendue de la production : par amélioration des rendements :

Espèce	1973		1974		1975		1976	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Plant de saïon	1.000	59.400	3.000	99.000	4.000	133.000	4.000	158.400

Q = en Tonnes

V = en Dirhams

(*) Frais de fonctionnement par an et par ha. sans les frais d'installation P.U.

7. - INSTITUTIONS, MODALITE D'EXECUTION.

- 7.1. Sur le plan technique et d'encadrement pour 1973, la C.C.S.F.S. ainsi que les pépinières existantes chez les sociétés privées sont en mesure, moyennant une subvention, de produire les 18.000.000 plants prévus. Durant les années 1974, 1975 et 1976, il est souhaitable d'incorporer à cette action d'autres organismes de production de plants de piment en leur octroyant des prêts sur les frais d'établissement. Ces organismes seront agréés et contrôlés par les services compétents.

- 7.2. Sur le plan économique et financier, les Services Publics devrait maintenir le prix d'un plant à 2 Millimes. Il sera indispensable de reprendre la formule de subvention.

PROJET N° ...S.....

- 1 - NOM DU PROJET : Régénération des artichautières par multiplication de matériel végétal souré par la SEM.
- 2 - LOCALISATION DU PROJET : Basse vallée de la Medjerda.
- 3 - ORGANISME PROMOTEUR : Sous-Comité des Cultures Maraichères.
- 4 - DESCRIPTION DU PROJET : Multiplication et création d'artichautières à partir de souches épurées par le S.E.M.

- 4.1. OBJECTIFS :
- Régénération des artichautières existantes par la création et la multiplication de souches épurées, caractérisées par une meilleure productivité (augmentation du rendement de 6 à 10 t/ha), une précocité accentuée (40' s.l.d. 20' actuellement) et par une homogénéisation de la qualité des produits.
 - Réduction, voire suspension de l'importation de plants à partir de l'Etranger.

- 4.2. ACTIONS TYPES PREVUS :
- seront entreprises à 2 niveaux : à la S.E.M. d'une part, chez les multiplicateurs, d'autre part. Une liaison entre ces 2 niveaux étant assurée par le service de vulgarisation de l'O.M.V.V.M.- P.P.I
 - La S.E.M. sélectionne des plants d'artichauts à partir de la population existante, puis les multiplie et les élève en pépinière pour être livrés sous contrat à des multiplicateurs confirmés. L'action de la S.E.M. est prolongée chez ces derniers quant à l'épuration assistance technique et prélèvement de produits de multiplication.

- Les multiplicateurs réalisent ainsi une économie d'investissement en obtenant des plants sélectionnés gratuitement et bénéficient des produits de la vente des capitules, leur action se limite à la bonne conduite culturale des champs de multiplication.
- Quant à l'action de l'organisme vulgarisateur, elle réside à faciliter l'action de la S.E.M. auprès des multiplicateurs et des producteurs d'artichauts dans le périmètre de la Medjerda. Il créera à cet effet les conditions favorables au développement de la culture de l'artichaut, surtout en ce qui concerne l'organisation de l'approvisionnement de l'agriculteur et de l'écoulement de la production le programme portera sur :

70 ha en 1973
140 ha en 1974
280 ha en 1975
500 ha en 1976

5 - COUT ET CALENDRIER DE REALISATION :

Au stade actuel, le matériel existant à la SEM pourra subvenir aux besoins du projet dès l'équipement, les constructions et les moyens de transport. A partir de 1973, parallèlement à l'accroissement des superficies en culture, il faut prévoir des moyens de locomotion et l'extension des lieux de conditionnement des plants. Quant aux frais de fonctionnement, ils sont basés sur le prix de revient des plants traités annuellement.

		Années				TOTAL
		1974	1975	1976		
Dépenses						
En monnaie locale	Equip. & constr.	1.000	2.000	500	1.000	4.500 0
	Fonctionnement	6.500	9.000	26.500	75.500	117.5000
En devises		3.000	6.000	1.500	3.000	13.5000
TOTAL		10.500	17.000	28.500	79.500	135.5000

6. JUSTIFICATION DU PROJET :

6.1. Augmentation attendue de la production.

Elle comporte d'une part la production de plants sélectionnés et, d'autre part le gain de productivité des champs régénérés à partir de plants sélectionnés (rendement moyen passant de 6 à 10 T/Ha).

Augmentation attendue de la production en tonnes

Produits	Années		1973		1974		1975		1976	
	G	V	G	V	G	V	G	V	G	V
Plants	540.000	6.500	740.000	9.000	2220.000	26.700	6300.000	75.500		
Gain de productivité	280	3.700	560	7.400	1.120	16.100	2.400	31.700		
TOTAL			110.200		116.400		142.600		1110.300	

7. INSTITUTIONS, MODALITES D'EXECUTION.

- Sur le plan de l'encadrement : par le renforcement du cadre du département d'amélioration de la S.E.M. par le recrutement de :

- 1 Contrôleur en 1973
- 1 Contrôleur en 1974
- 1 Contrôleur en 1975

ainsi que par l'affectation de 2 adjoints techniques spécialisés pour les services de vulgarisation qui auraient à exécuter ce projet.

- Sur le plan juridique :

- création d'un groupement agréé des multiplicateurs d'artichaut.
- mise au point d'une législation concernant la vente de

PROJET N°...A.....

- 1 - Nom du projet : Amélioration de la Productivité des Tomates de Primeur et Post-Arrière Saison par traitement aux Phytohormones.
- 2 - Localisation du projet : Zones Estières favorables au Maraichage de Primeur.
- 3 - Organisme promoteur : Sous Comité des Cultures Maraichères
- 4 - Description du projet : Achat de produit et de matériel d'épandage d'hormones en vue de sortir la technique d'utilisation et son effet sur la précocité et le rendement de la tomate de primeur et de post-Arrière saison. Mise en application des résultats acquis par la recherche.
- 4.1. - Objectifs : Obtention d'une production de tomates en Mars - Avril, permettant une augmentation de 30% du rendement soit 60/ha et un gain de précocité de 2 semaines. Economiquement le produit obtenu sera vendu à un prix moyen inférieur de 200 millimes/kg.

4.2. - Actions types prévues :

- 1974 = 50 ha " " " + 20ha dans le Cap-Bon
- 1975 = 50 ha " " " + 30ha à Gabès
- 1976 = 50 ha " " " + 50ha à Bizerte - Tabarka

Le projet débute en masse dans le Sahel puis étendu progressivement à d'autres régions à vocation maraichage primeur.

L'intervention sera faite la 1ère année par l'Etat à titre de démonstration, l'agriculteur continuera tout seul par la suite.

5 - Coût et calendrier de réalisation :

		Années	1973	1974	1975	1976	Total
Dépense	Matériel			100 0	150 0	200 0	450 0
	Fonctionnement			3100 0	3820 0	4300 0	11220 0
	Autres Produits (horro)			120 0	144 0	160 0	424 0
TOTAL				3260 0	4124 0	4580 0	112.170 0

6 - Justification du projet :

61 - Augmentation attendue de la productivité $B \bar{Y}/ha/an$ de tomate à 200 millimes/Kg.

Espèces	Années		1973		1974		1975		1976	
	Q(T)	V(D)	Q(T)	V(D)	Q(T)	V(D)	Q(T)	V(D)	Q(T)	V(D)
Tomate Primeur et post-automne 1 ^{ère} saison			960	192.000	1.440	288.000	2.000	400.000		

Signalons qu'il n'a pas été tenu compte des augmentations qui proviendraient des exploitations contiguës à celles qui auront bénéficiées du traitement par effet de rayonnement et de vulgarisation.

7 - Institutions, modalités d'exécution :

71 - Sur le plan Technique et d'encadrement

Il s'agit d'une campagne de démonstration qui sera faite par les arrondissements régionaux de la Production Agricole avec le concours d'agents spécialisés de la défense des cultures pour la période considérée.

8 - Normes utilisées

Pour le fonctionnement :

20 j de M.O./ha à 700 ml/j

2 agents/5ha pour 2 mois à 300/mois comme encadrement.

Produits :

1 pulvérisateur/m à 20/pièce

01,600 d'hormone/ha à 30/1e litre.

PROJET N°...?.....
- - -

- 1 - Nom du projet : Mise en valeur de l'oasis de Méthouia
- 2 - Localisation du projet : Méthouia
- 3 - Organisme promoteur : Bureau d'Etudes de la Direction de la Production Agricole.
- 4 - Description du projet :

L'oasis de Méthouia a fait l'objet d'une étude de reconversion durant la dernière décennie. Un début d'exécution a été opéré avant 1961 et a porté essentiellement sur l'arrachage d'un nombre important de palmiers. A la suite de la dissolution des coopératives après 1969 le programme de reconversion a été suspendu, et la phase de démarrage de cultures nouvelles intensives (maraîchage et fourrage) n'a pas eu lieu. Par ailleurs il a été constaté ces dernières années un important ^{exode} des jeunes entraînant un état d'abandon de plus en plus prononcé de l'oasis par pénurie de capital d'une part et de main-d'oeuvre d'autre part.

Le présent projet se propose justement de promouvoir la création d'une société privée, statique ou mixte qui louerait à long terme les parcelles en état d'abandon et les mettrait en exploitation.

4.1. Objectifs : Cette société engagera des actions pour mettre en culture les superficies ainsi récupérées dans un assolement axé, d'une part sur des cultures fourragères, permettant une bonne utilisation des eaux chargées et la création d'un élevage intensif, d'autre part sur des cultures de primeurs susceptibles d'être exportés en grande partie.

Les investissements prévus sont ceux relatifs aux travaux préparatoires et aux frais de premier établissement qui formeront avec le montant du loyer et l'équipement, le capital de la société proposée.

4.2. Actions types prévus: Ces actions seront les suivantes :

- Location du terrain
- Faisonnement
- Constructions diverses
 - . Constructions à usage d'habitation pour la main d'œuvre et pour le personnel technique.
 - . Construction d'abris pour l'engraissement du bétail.
 - . Construction d'abris pour l'engraissement du bétail.
- Mise en culture proprement dite.
- Mise en état et réparations diverses du réseau hydraulique.

E - COUT ET CALENDRIER DE REALISATION

- Location du terrain : en tenant compte du fait que le prix de la location est de 80 D/Ha/an dans cette région; on dépensera, en frais de location :

- . en 1973 : 4.000 D
- . à partir de 1974 : 12.000 D/an

- Pour l'équipement on prévoit l'achat d'un tracteur avec son équipement complet et du cheptel de trait pour un montant estimé à 12.0000

- Les constructions : on prévoit

- . La construction de bâtiments à usage d'habitation pour la main d'œuvre qui revient à 76.0000 : la main d'œuvre étant importée de l'extérieur de la région.
- . La construction de bâtiments pour le personnel technique et d'encadrement qui revient à 11.500 D.
- . La construction d'abris pour l'engraissement du bétail qui revient à : 20.0000

- La mise en état et les réparations diverses du réseau hydraulique nécessiteront 10.000 D.

- La mise en culture proprement dite coûte :

- . en 1973 et pour 50 ha : 29.500 D
- . à partir de 1974 et pour 150 ha : 88.800 D

Le calendrier de réalisation est donné dans le tableau suivant :

Années	1973	1974	1975	1976
Dépenses				
Location	4.000	12.000	12.000	12.000
Équipement	12.000	5.000	-	-
Constructions	108.000	-	-	-
Mise en état et réparations diverses du réseau	10.000	-	-	-
Mise en culture proprement dite	30.000	89.000	89.000	89.000
Total (0)	164.000	106.000	101.000	101.000

6. JUSTIFICATION DU PROJET

6.1. Augmentation attendue de la production :

Les différentes récoltes commencent à produire en 1974

La quantité de production est donnée en tonnes, pour toutes les espèces ;
la valeur est chiffrée en dinars.

Années	1973		1974		1975		1976	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Luzerne	-	-	1,650	16,500	5,250	52,500	5,250	52,500
Tomate de primeur	-	-	252	17,520	875	52,500	875	52,500
Oignon vert	-	-	125	3,750	375	11,250	375	11,250
Sorgho fourrager	-	-	750	7,500	2,250	22,500	22,50	22,500
Pom. de ter. de p.f.	-	-	125	3,250	375	10,750	375	10,750
Melon de primeur	-	-	150	10,500	450	31,500	450	31,500
Total				59,000		169,000		169,000

Ce calcul ne tient pas compte de la production animale.
En effet, on prévoit l'établissement d'un élevage bovin intensif,
pour l'engraissement.

6.2. Emploi

- L'exploitation des 150ha nécessitera environ 57.000 journées de travail par an soit 70 ouvriers employés à temps plein.

7. INSTITUTIONS MODALITES D'EXECUTION :

7.1. - Sur le plan technique et d'encadrement : un minimum d'un ingénieur et 3 adjoints techniques seront nécessaires.

7.2. - Sur le plan juridique, il faut créer la société de façon légale.

Le promoteur peut être :

- l'Etat avec, par exemple, comme opérateur l'O.T.D.
- des promoteurs privés
- une société mixte.

Cette société pourra bénéficier des avantages de la loi n° 68/3 du 8 mars 1968.

6 - Justification du projet :

61 - Augmentation attendue de la production.

Années	1973		1974		1975		1976	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Espèces								
Cornichon	60T	7.200 D	120T	14.400 D	240 T	28.800 D	360 T	43.200 D

7 - Institutions, modalités d'exécution :

71 - Sur le plan Technique et d'encadrement : cadres actuels de l'Agro-Combinat.

PROJET N°... ..
- - -

- 1 - Nom du projet : Mise au point et test de la culture industrielle du petit pois.
- 2 - Localisation du projet : Le Sous-Comité préconise que l'opération soit réalisée sur 2 ou 3 agro-combinats des gouvernorats de Béja ou de Bizerte, placés sous la responsabilité de l'O.T.D. Ainsi se placeraient-on dans des conditions optimales de surface pour justifier de la récolte mécanique.
- 3 - Organisme promoteur = sous Comité des Cultures Maraichères.
- 4 - Description du projet : La Tunisie importe annuellement 1700 tonnes de petits pois pour une valeur de 160.000 Dinars. Pour parvenir à l'autosatisfaction des besoins, il importe d'industrialiser. En effet la culture du petit pois est actuellement réalisée sur des surfaces trop étroites, en utilisant des variétés peu productives et le coût de production (notamment les charges de M.O. à la récolte) fait que les producteurs lui préfèrent d'autres spéculations plus rémunératrices. Le développement de cette culture suppose une autre conception de sa conduite ; pour l'avenir, parallèlement au mode de conduite actuel, il faudra mettre au point son introduction en grande culture mécanisée dans le cadre d'un assolement céréalier. Les terres céréalières du Nord conviennent bien à cette légumineuse. Dans plusieurs pays, ces nouvelles techniques sont adoptées depuis longtemps.
 - 4.1 - OBJECTIFS : Ce projet a pour but l'expérimentation de la culture industrielle du petits pois sur des superficies compatibles avec la mécanisation pour tester
 - 1) les variétés qui s'adaptent à la conduite industrielle et aux conditions tunisiennes.
 - 2) les possibilités de la mécanisation de la culture
 - 3) les résultats économiques qu'apporteraient l'augmentation de la productivité et l'économie de M.O.
 - 4.2 - ACTIONS TYPES PREVUES : Ce projet préconise de tester cette opération à grande échelle, (200ha en 1975, 500ha en 1976) après deux années d'essais sur des superficies réduites, d'études du problème en Tunisie et à l'Etranger et la formation de cadres spécialisés.
- 5 - Coût et calendrier de réalisation :

-1973-1974 - Formation de technicien 1.000 D

- Déplacement d'un expert en Tunisie : 900 D

Total 73-74 1.900 Dinars

- 1975 200ha en culture

a- achat de matériel spécial (estimation) 6.000

b- Semences sélectionnées : 120kg/ha x 150/dl x 200ha 3.600

c- Frais culturels normaux : Traction : 10

U.O. : 18

Fumure : 9

Engrais : 15

Traitements : 10

62 dinars/ha x 200ha 12.400

Total 1975 22.000

- 1976 500ha en culture

a- semences sélectionnées : 120kg/ha x 150/dl x 500ha 9.000

b- frais culturels normaux : 620/ha x 500ha 31.000

Total du projet : 62.500 Dinars Total 1976 40.000

B - Justification du projet :

B1 - Suppression attendue de la production

Produit	Année	1973		1974		1975		1976	
		Tonnes	Dinars	Tonnes	Dinars	Tonnes	Dinars	Tonnes	Dinars
Peut-être									
Peut-être						8000 (1)	60.000	2.000 (1)	200.000

(1) A l'état vert

7 - Institutions, modalités d'exécution :

71. Sur le plan Technique et d'encadrement

Spécialisation d'un adjoint technique à partir de 1973.

72. Sur le plan institutionnel :

**Désignation de 2 ou 3 agro-Combinate comme opérateurs,
responsables du projet.**

PROJET N° 10.....

- 1° - NOM DU PROJET : PERIMETRE IRRIGUE DE GUELLALA DE LA SOCIETE SAHARA-CONFORT - SECTION PRODUCTION D'ASPERGES.
- 2° - LOCALISATION DU PROJET : NORD-OUEST DE GUELLALA.
Lieu dit : HOUMT TLET.
Coordonnée du forage : Latitude 9°44'00"
Longitude 37°48'00".
- 3° - ORGANISME PROMOTEUR : L'étude foncière, sociale et agricole a été réalisée par la SOMMIVAS en 1970-71.
L'exploitant est la Société SAHARA-CONFORT, société rattachée en partie à la SOMMIVAS.
- 4° - DESCRIPTION DU PROJET : Voir la 4ème étude de GUELLALA par la SOMMIVAS. Sur un périmètre de 120ha, 70 a ont été complantés l'hiver en 1971 - 1972 en asperges Type D4 destinées à la production primeur et à la conserverie. Le périmètre comporte un forage artésien muni d'un pompe atteignant 80 l/seconde. Les travaux d'infrastructure sont, pour l'essentiel, terminés.
- 41 - OBJECTIFS : Produire, à partir de l'automne 1974, des asperges dont 30 à 50% sont destinés à l'exportation.
La production est prévisible :
- Au printemps du 1er Mars au 1er Mai.
- En automne du 10 Septembre au 10 Novembre.
Les hypothèses de production sont de l'ordre de 4T/ha nets, coupées à 16 cm soit 280Yanen moyenne, sur 12 ans.
- 42 - ACTION TYPES PREVUES : Application de film; plastique au printemps pour hâter la production de 10 à 12 jours:
- Rassembler la période de production.
- Prolonger la période végétative.
Cueillette sur place matin et soir pour livraison vers un centre de conditionnement et commercialisation :
- Exportation par avion depuis Jerba et Tunis.
- Mise en conserve dans une usine à proximité, programmée par ailleurs.
- Vente en TUNISIE tant en frais qu'en conserve (tourisme).

5° - COUT ET CALENDRIER DE REALISATION :

	DEPENSES	1973	1974	1975	1976	TOTAL
1	Infrastructure	29.203	-	-	-	29.203
2	Matériel	20.510				20.510
3	Total infrastructure & mat.	49.713				49.713
4	Frais d'exploitation	12.460	27.823	29.675	29.675	99.633
5	Entretien du matériel	13.314	3.099	3.319	2.507	22.239
6	TOTAL BESOIN DE TRÉSORERIE	75.487	30.922	32.994	32.182	174.585
7	Prévisible par FDSOA	32.810	20.345	-	-	53.155
8	Par autofinancement	42.677	10.577	32.994	32.182	121.428
9	Valeur en Devises sur ligne 6	19.329	7.526	6.442	6.001	39.298

PROJET N° 10.....

- 1° - NOM DU PROJET : PERIMETRE IRRIGUE DE GUELLALA DE LA SOCIETE SAHARA-COMFORT - SECTION PRODUCTION D'ASPERGES.
- 2° - LOCALISATION DU PROJET : NORD-OUEST DE GUELLALA.
Lieu dit : HOUNT TLET.
Coordonnée du forage : Latitude 9°44'00"
Longitude 37°48'00".
- 3° - ORGANISME PROMOTEUR : L'étude forcière, sociale et agricole a été réalisée par la SOMMIVAS en 1970-71.
L'exploitant est la Société SAHARA-COMFORT, société rattachée en partie à la SOMMIVAS.
- 4° - DESCRIPTION DU PROJET : Voir la 4ème étude de GUELLALA par la SOMMIVAS. Sur un périmètre de 120ha, 70 a ont été complantés l'hiver en 1971 - 1972 en asperges Type D4 destinées à la production primeur et à la conserverie. Le périmètre comporte un forage artésien muni d'un pompage atteignant 40 l/seconde. Les travaux d'infrastructure sont, pour l'essentiel, terminés.
- 41 - OBJECTIFS : Produire, à partir de l'automne 1974, des asperges dont 30 à 50% sont destinés à l'exportation.
La production est prévisible :
- Au printemps du 1er Mars au 1er Mai.
- En automne du 10 Septembre au 10 Novembre.
Les hypothèses de production sont de l'ordre de 4T/ha nets, coupés à 16 cm soit 240Y/an en moyenne, sur 12 ans.
- 42 - ACTIONS TYPES PREVUES : Application de file; plastique au printemps pour hâter la production de 10 à 12 jours:
- Rassembler la période de production.
- Prolonger la période végétative.
Cueillette sur place matin et soir pour livraison vers un centre de conditionnement et commercialisation :
- Exportation par avion depuis Jerba et Tunis.
- Mise en conserve dans une usine à proximité, programmée par ailleurs.
- Vente en TUNISIE tant en frais qu'en conserve (tourisme).

5° - COUT ET CALENDRIER DE REALISATION :

	DEPENSEE	1973	1974	1975	1976	TOTAL
1	Infrastructure	29.203	-	-	-	29.203
2	Matériel	20.510	-	-	-	20.510
3	Total infrastructure & mat.	49.713	-	-	-	49.713
4	Frais d'exploitation	12.460	27.403	29.678	29.678	99.220
5	Entretien du matériel	13.314	3.060	3.319	2.607	22.300
6	TOTAL BESOIN DE TRÉSORERIE	75.487	33.503	32.994	32.192	174.176
7	Prévisible par FIDA	32.210	20.345	-	-	52.555
8	Par autofinancement	42.577	13.553	32.994	32.192	121.406
9	Valor en Devises sur ligne 8	19.327	7.526	6.421	5.001	38.275

6° - JUSTIFICATION DU PROJET :

6.1 Production attendue

Q = en Tonnes
V = en Dinars

	1973		1974		1975		1976	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
ASPERGES FRAICHES Valeur départ exploitation			120	52320	160	69760	180	78.480
ASPERGES DE CONSERVE Départ exploitation			40	9200	65	14950	60	13.800
PAILLE D'ASPERGE			160	960	180	1080	200	1.200
<u>TOTAL VALEUR</u>				62480		85790		93.480

62 - Débouchés : La vente en frais a lieu par avion au départ de TUNIS et JERDA, le débouché paraît assuré.

La vente en conserve est destinée préférentiellement pour la FRANCE où les besoins du marché ne sont satisfaits que par des importations.

7° - Institution modalités d'exécution :

71 - Sur le plan technique et d'encadrement :

- Présence d'un ingénieur agricole de SAHARA-COMFORT.
- Aide en cas de nécessité par la S.O.N.M.I.V.A.S.

72 - Sur le plan économique et financier :

- Gestion directe par SAHARA-COMFORT donnant toutes assurances de bonne fin.

73 - Sur le plan juridique : Les terrains sont loués par 233 propriétaires pour 20 ans soit jusqu'en 1989 soit 5 ans de plus que la période normale de production d'asperges.

74 - Sur le plan structural et institutionnel : Raccordement de cette exploitation aux autres projets de la S.O.N.M.I.V.A.S. notamment pour :

- Hall de conditionnement d'asperges.
- Conserverie.
- Organisation de commercialisation.

8° - Etat d'avancement du projet : le projet est en cours.

Les 74 hectares plantés en Janvier, Février et Mars 1972 évoluent normalement. Sauf négligences les productions prévisibles devraient être tenues.

PROJET N° 11

- 1 - Nom du projet : Promotion de la culture du fraisier en Tunisie
Projet Tuniso-RFA: Moyens de Production.
- 2 - Localisation du projet : Cap-Bon : Délégation de Korba, Kélibis, Menzel
Dou-Zrifa, Soussa : Chott Marion
Projet Tuniso-RFA de Vulgarisation Agricole à Tabarka.
- 3 - Organisme promoteur : Projet Tuniso-RFA.
- 4 - Description du projet : Introduction et amélioration de la culture du fraisier dans les secteurs agricoles privés, coopératives et étatiques à l'aide des deux projets Tuniso-RFA. Participation du secteur privé avec des superficies limitées (1000m² par agriculteur en 1972). Distribution de plants gratuits à Tabarka, subventionnés au Cap-Bon et à Soussa, de 50' pour l'année 1972/73. Création des centres d'emballage et d'écoulement avec assistance technique auprès des agriculteurs/
 - 4.1. - Objectifs : Extension de cette nouvelle culture en Tunisie. Amélioration des techniques agricoles envisageant une production précoce, plantation sous tunnel.
 - 4.2. - Actions types prévues :
 - A) Production de fraises pour :
 - la consommation locale en frais
 - la transformation en confiture et jus
 - l'exportation
 - B) Essais de multiplication de plants de fraisiers en Tunisie pour les besoins du pays.

5 - Coût et calendrier de réalisation :

Années	1973	1974	1975	1976	TOTAL
	-----+-----+-----+-----+-----				
Dépenses					
En monnaie					
locale	Credit de campagne(1) 41.000	52.000	51.000	77.000	231.000
2.000/ha en moyenne					
-----+-----+-----+-----+-----					
En devises (1)	FF 1160.000	1160.000	1160.000	1160.000	640.000
-----+-----+-----+-----+-----					
TOTAL COMPRIS	41.000	52.000	61.000	77.000	231.000

6 - Justification du projet :

61 - Augmentation attendue de la production

Années	1973		1974		1975		1976	
	T	DT	T	DT	T	DT	T	DT
-----+-----+-----+-----+-----								
Fraisiers en culture intensive	145	29.000	170	34.000	230	46.000	300	54.000
7 à 12 t/ha								
à 0,200/Kg								
Exportation à 0,700 Kg	60	42.000	90	58.000	100	70.000	100	91.000
-----+-----+-----+-----+-----								
TOTAL		71.000		96.000		116.000		145.000

7 - Institutions, modalités d'exécution :

(1) Les montants en de lacs sont compris dans le montant exprimé en crédit.

Plantation de parcelles de démonstration.

Essais variétaux de 8 variétés californiennes provenant de 3 pays différents.

Essai de plantation sous tunnel en :lastic en 1971/72

Essai de temps de plantation avec 3 variétés à Korba, Campagne 1972/73.

7.1- Sur le Plan technique :

Assistance technique par les projets Tuniso-RFA de "Moyens de Production" et de Vulgarisation Agricole auprès des agriculteurs en prenant en charge l'achat de plants et leur distribution contre paiement.

Encadrement des agriculteurs et de 3 techniciens et 1 ouvrier hautement qualifiés ; création des centres d'approvisionnement et de collecte et d'écoulement.

7.2- Sur le plan économique :

Subvention de 50⁰ sur l'achat des plants durant la Campagne 1972/73 et de 25⁰ en 1973/74. Autofinancement des frais de culture par les agriculteurs (préparation du terrain, engrais, fumier, pesticides, main d'œuvre, eau d'irrigation).

Écoulement de la production par les Services ou Coopératives de Services existants, tel que la CAF de Korba et la COREM/F de Jendouba.

7.3- Sur le Plan institutionnel

Ministère de l'Agriculture
Coopération Tuniso-RFA

8 - Etat d'avancement du projet : Les superficies existantes en 1972 en culture intensive sont de l'ordre de 12 ha et seront de 17 ha en 1973. Extension de la culture du fraisier à Chott Meriem.

Mise en place d'un essai de multiplication de plants de fraisiers à Oued Meliz/Ghardimaou en collaboration avec l'INRAT en 1972 et à Ain Drahem avec le Service de Forêt.

PROJET N°...?.....

- 1° - NOM DU PROJET :
FORCAGE HIVERNAL DES ASPERGES :
- 2° - LOCALISATION DU PROJET :
Parcelle n°2 de l'exploitation de HASSI JFABI
- 3° - ORGANISME PROMOTEUR :
La S.O.N.K.I.V.A.S; locataire-exploitante des plantations exécutera l'étude et la mise au point.
- 4° - DESCRIPTION DU PROJET :
Actuellement la Société produit des asperges au printemps 50 jours et à l'automne 50 jours. Il existe un marché potentiel pour des asperges fraîches au cours des mois de Novembre - Décembre - Janvier et Février.
- 41 - OBJECTIFS : Nous désirons examiner la possibilité de cette production grâce aux calories dispensées par le forage qui produit journellement en hiver, pour une température moyenne d'échanges extérieurs de 11°, une valeur de 30 - 11 - 19° d'écart, permettant, à raison de 6.000 m³ d'eau à 30° de disposer d'un volant thermique de 130 millions de calories, ce qui permettrait d'escompter théoriquement une mise en température, à raison de 18° en moyenne, sur 10 hectares.
- Un premier essai livrerait les valeurs des coefficients thermiques vrais mais surtout du prix de revient de la réalisation.
- 42 - ACTION TYPE :
- Pose de 3.500 mètres de canalisation en 20-30 et 50, afin d'obtenir des informations précises.
- Raccordement réseau d'irrigation.
- Outillage normal du plan.
- Réglage des débits d'eau.
- Contrôle des températures
- Si le résultat financier le justifiait une action sur 10 Hs serait possible à partir de 1975.
- 5° - COUT ET CALENDRIER DE REALISATION :

D E P E N S E S		1973	1974	1975	1976	T O T A L
1	Infrastructure	330,-		3.300,-		3.630,-
2	Matériel	600,-		6.000,-		6.600,-
3	Total infrastructure & Mat.	930,-		9.300,-		10.230,-
4	Frais d'exploitation	310,-		3.100,-	3.300,-	6.710,-
5	Entretien du matériel			600	600,-	1.200,-
6	<u>TOTAL BESOIN DE TRESORERIE</u>	1.240,-		13.000,-	3.900,-	18.140,-
7	Prévisible par F.O.S.D.A.			5.500,-		5.500,-
8	Par autofinancement	1.240,-		2.400,-	3.900,-	12.540,-
9	Valeur en devise sur ligne 6	200,-		2.000,-		2.200,-

6° JUSTIFICATION DU PROJET :

61 - PRODUCTION ATTENDUE : Les aménagements prévus ne conduiront pas à une augmentation de la production mais à une précocité permettant l'obtention d'un supplément de valeur estimé à 0,500 D. sur 2.500 kilos/hectare.

	1973	1974	1975	1976	TOTAL
<u>SUPPLEMENT DE VALEUR</u>					
<u>OBTENU</u>	1.250		12.500	12.500	26.250

62 - DEBOUCHES : Ils sont dorés et déjà assurés en FRANCE, en ALLEMAGNE et en BELGIQUE.

7° INSTITUTION MODALITE D'EXECUTION :

71 - Sur le plan technique et d'encadrement :

- Présence des ingénieurs spécialisés de la SO.N.NI.VAS (pas de recrutement nouveau).

72 - Sur le plan économique et financier :

- Le projet s'intègre dans les actions actuelles de récoltes et d'exportation des asperges.

73 - Sur le plan juridique :

- Aucune novation. Activité dans le cadre actuel.

74 - Sur le plan structural et institutionnel :

- Intégration dans l'organisation existante.

8° ETAT D'AVANCEMENT :

- Première étude conçue. Application possible dès Décembre 1972

PROJET N°.....13.....

- 1 - Nom du projet : Création de Centres d'Approvisionnement et de Commercialisation dans les périmètres irrigués.
- 2 - Localisation du projet : Gouvernorats de : Kairouan, Kasserine, Sousse, Jendouba, le Kef, Sousse, Tunis, Bizerte et Gabès.
- 3 - Organisme promoteur - sous Comité des Cultures maraichères
- 4 - Description du projet : Construction et Equipement des Centres d'Approvisionnement de collecte et (ou) de Conditionnement dans les périmètres irrigués à prédominance maraichère. La construction et la gestion de ces centres seront faites :
 - par des coopératives de service, là où il en existe, et à partir de crédits FOSDA (ex. Coopérative Centrale Nebhana).
 - par un organisme étatique (à créer) là où la profession n'est pas encore en mesure de s'organiser en coopérative de service.
 - 4.1. - Objectifs : Assurer l'Approvisionnement des Exploitations surtout maraichères dans les périmètres irrigués. Assurer la collecte et le Conditionnement des produits maraichers et autres.
 - 4.2. - Actions types prévus : Construction des Centres d'Approvisionnement de collecte de conditionnement et de conservation sans froid. L'unité comprend soit un complexe entier soit une partie seulement suivant la production de la région concernée.

5 - Coût et calendrier de réalisation :

D é p e n s e s	M o n t a n t
Périmètres Réalisés sur Prêt R.F.A. - Etude n°DPA/BE 01 - 3572	98.000 Dinars
Périmètres de Nebhana : Sidi Bou Ali - Chott Maria - Akouda, Sahline, Mokrine, Tébourba, Bekalta	142.400
Périmètres de la B.V.M. - Sidi Thabet, Tébourba Utique Mornaghia et Mahrine.	178.000
Autres Périmètres dans les Gouvernorats de : Kairouan, Kasserine, Jendouba, Gabès.	127.000
Matériel roulant	200.000
Etude des Projets d'Exécution de cette infrastructure	30.000
T o t a l	775.900

BENEFICES NECESSAIRES A LA CREATION D'UNE INFRASTRUCTURE
D'APPROVISIONNEMENT ET DE COLLECTE (1)
DANS LES PERIMETRES IRRIGUES

RECEPTEUR	INFRASTRUCTURE	
	Centre d'Approvisionnement	Centre de collecte et (ou) conditionnement
<u>Perimetres realises sur Prête R.F.I.</u>		
<u>Gouvernorat de Kairouan</u>		
Iraa Tammar	-	-
Chebika	-	-
Sidi Ali Ben Salam		10.000
Majarra	1.040	8.000
Sid Boussari	1.040	6.000
Zaafraan	-	8.000
Ain Seïda	100	10.000
Hadjet Kairouan	2.080	18.000
<u>Gouvernorat de Kasserine</u>		
Hadjet Kasserine	-	-
Steïtla	1.040	8.000
Ouled Askar		1.200
<u>Gouvernorat de Gafsa</u>		
Sidi Sayou		8.000
Mansoury		5.000
<u>Gouvernorat de Jendouba</u>		
Bejroune	-	-
Hamma Bouguiba		600
<u>Gouvernorat de Kef</u>		
Lakha		10.000
	2/TOTAL	98.460
<u>Département de Mékhène</u>		
<u>Gouvernorat de Sousse</u>		
Sousse		86.000
Sidi Bou Ali	2.080)
Chett Maria	1.200)
Ajouda	1.040) 50.000
Galline	1.040)
Houmine)
Fakoula)
Bekalta	1.040)
	2/TOTAL	142.400

S E C T E U R	I N F R A S T R U C T U R E	
	Centre d'Approvisionnement	Centre de collecte et (ou) de conditionnement
<u>Périmètres de la Basse Vallée de la Medjerdah</u>		
<u>Gouvernorat de Tunis et Bizerte</u>		
Tunis		86.000
Sidi Thabet	-	18.000
Tébourba	-	18.000
Utique	-	18.000
Mornaghia	1.040	18.000
El Mahrine	1.040	18.000
	<u>S/TOTAL</u>	<u>178.080</u>
<u>Autres Périmètres</u>		
<u>Gouvernorat de Kairouan</u>		
Fadloun	-	8.000
Sbikha	-	86.000
<u>Gouvernorat de Kasserine</u>		
Sbiba	-	18.000
<u>Gouvernorat de Jendouba</u>		
Ghardimaou (Oued Meliz)	-	5.000
<u>Gouvernorat de Gabès</u>		
Gabès	2.000	8.000
	<u>S/TOTAL</u>	<u>127.000</u>
<u>Etude des Projets d'Exécution de cette Infrastructure</u>		301000
Matériel roulant		2001000
<u>TOTAL GENERAL</u>		<u>775.940</u>

PROJET N° 14

- 1 - Nom du projet : Stockage de pomme de terre de saison.
- 2 - Localisation du projet : la production de Pomme de Terre de saison est essentiellement localisée à Bizerte et au Cap-Bon; les centres de conditionnement et de stockage doivent être installés dans la région de Bizerte (Aouja) et (ou) du Cap-Bon (Saliman, Menzel Bou-Zelfa).
- 3 - Organisme promoteur : Sous-Comité des Cultures maraichères.
- 4 - Description du projet : Ce projet consiste en la création de 2 centres de stockage et de conditionnement de la Pomme de terre de saison (et autres légumes) en vue d'en régulariser le marché particulièrement fluctuant. En effet, la récolte de la pomme de terre de saison est terminée en Juillet ou les quantités mises sur le marché font tomber les prix payés aux producteurs qui ne disposent pas de capacité de stockage. La production d'arrière-saison ne parvenant qu'en octobre, il faut stocker pendant les 3 mois d'été pour satisfaire la demande, éviter une rupture dans l'approvisionnement et assurer la conservation de la production sans gaspillage.
- 5 - Calendrier de réalisation :
la création et la mise en service de ces centres serait progressive jusqu'en 1976 et passerait par les étapes suivantes :
1973 et 1974 : installation d'une capacité de 5000Tonnnes/an : 10.000Tonnnes
1975 et 1976 : installation d'une capacité de 7500Tonnnes/an : 15.000Tonnnes
L'estimation des investissements à réaliser pour la construction et l'équipement de ces unités de stockage doit être étudiée de manière précise. En effet, le montant des travaux est très variable selon :
 - le mode de stockage envisagé, (produit en vrac, conditionné etc...)
 - le mode de réfrigération (chambre froide, ventilation...),
 - l'origine du groupe réfrigérant et le type de matériel choisi,
 - les températures d'entreposage etc...

Le sous-comité des cultures maraichères ne disposant que d'informations jugées incertaines, suggère de demander une étude à une maison spécialisée dans la production du froid et les problèmes de l'entreposage du matériel

adéquat dont il faudra préciser la nature, les volumes et les périodes de stockage.

6 - Justification de projet :

Ce projet d'aménagement d'entrepôts frigorifiques se justifie à plus d'un titre, et, notamment :

- 1) en contribuant à assainir le marché de la pomme de terre et à régulariser les variations de prix à la production. En effet, on peut estimer à 17 dinars/tonnes le prix de la pomme de terre de saison au mois de Juillet, et si l'organisme d'intervention achète la production à un prix plancher (20 ou 25 dinars la tonne), le producteur améliore son revenu à l'ha de 80 à 160 dinars.
- 2) Cette intervention peut encourager la production de la pomme de terre et permettre de parvenir aux objectifs 1976 en même temps que de réduire ou d'annuler les importations (500 tonnes en 71 pour une valeur de 19.300 dinars).
- 3) En limitant les pertes liées aux mauvaises conditions de l'entreposage traditionnel : 10% de pertes sur une production de 25.000T représentent 2.500 tonnes, soit 42.500 dinars.
- 4) En permettant d'approvisionner régulièrement le marché en produits commercialisés, sains, et valorisés.

7. Institution

La direction de ces centres de stockage pourrait être confiée :

- soit à un organisme (à créer) qui sera chargé d'intervenir sur le marché de la pomme de terre et qui disposerait de moyens financiers pour payer les producteurs dès la fin de la récolte et pour assurer le bon fonctionnement du stockage.
- soit à un organisme qui sera chargé d'assurer la commercialisation de l'ensemble des produits variétés.

PROJET N° 15

- 1 - Nom du projet : Production de plants de pomme de terre d'arrière saison indemnes de viroses.
- 2 - Localisation du projet : En cours
- 3 - Organisme promoteur - sous-Comité des Cultures Maraichères et INRAT
- 4 - Description du projet : Création d'une infrastructure d'indexage de pomme de terre de semence, suite aux travaux du laboratoire de virologie de l'INRAT.

- 4.1. - Objectifs : Produire les semences nécessaires à l'emblavement
 - de 500 Ha en 1974
 - 1.000 Ha en 1975
 - 1.500 Ha en 1976

4.2. - Actions types prévus :

5 - Coût et calendrier de réalisation :

Dépenses	Années					TOTAL
	1973	1974	1975	1976		
en monnaie locale						
{ Equipement et const.	40					40
{ Fonctionnement		10	10	10		30
en devise	20					20
TOTAL	60	10	10	10		90

6 - Justification du projet

C1 - Augmentation attendue de la production

Fsoèccs	Années		1973		1974		1975		1976	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
	0	-	2500T	125000	5000T	250000	7500T	375000		

62 - Débouché (consommation en frais, et exportation)

7 - Institutions, modalités d'exécution :

71 - sur le plan Technique et d'encadrement :

72 - 1 ingénieur

3 adjoints techniques

73 - sur le plan juridique - Loi de création d'une infrastructure spécialisée

74 - sur le plan structurel et institutionnel

Création d'une infrastructure

8 - Etat d'avancement du projet :

- Travaux de recherche en cours

- Résultats utilisables prévus pour 1973.

PROJET N° 16

- 1 - Nom du projet : Production d'oignons à déshydrater
- 2 - Localisation du projet : Terres Domaniales pendant les 2 premières années, ensuite et progressivement chez des privés.
- 3 - Organisme promoteur : Ministère de l'Agriculture et Société Blanchaud/Tunisie.
- 4 - Description du projet : Le projet consiste en la production d'oignon dont l'achat est assuré par la Société Blanchaud/Tunisie qui procède à sa déshydratation sur la base de conventions établies entre la Société Blanchaud/Tunisie et les Services du Ministère de l'Agriculture.

4.1. - Objectifs : L'objectif de ce projet est de promouvoir la production d'oignon en Tunisie, production dont l'achat sera assuré par la Société Blanchaud Tunisie qui procédera à la déshydratation de l'oignon, sur la base d'un accord dont la validité est fixée à 5 ans.

.../...

4.2. - Actions types prévues :

Il sera procédé à une augmentation progressive des superficies.

Années	1973	1974	1975	1976
Superficies	25 Ha	100 Ha	200 Ha	300 Ha

5 - Coût et calendrier de réalisation :

Années	1973	1974	1975	1976	TOTAL
Dépenses					
Fonctionnement	13.750	115.000	130.000	45.000	53.750
en Monnaie locale					
Crédit de campagne					
Crédit F.O.S.D.A.					
Autres					
en devises (Équipement et semences)	5.000	1.000	500	500	

Ils seront établis sur la base de l'accord conclu entre le Ministère de l'Agriculture et la Société Blanchaud.

6 - Justification du projet

6.1. - Augmentation attendue de la production.

1973	1974	1975	1976
Q	Q	Q	Q
750	13.500	3.000	24.000
Y	Y	Y	Y
6.000	108.200	9.000	162.000

Q (tonnes)

Y (Dinars)

6.2. - Déhouché : Les quantités d'oignons produites seront vendues à la Société Blanchaud.

- Pendant les 2 1ères années cette société achètera la production d'aignon de l'O.T.D. à un prix correspondant au prix du marché mondial majoré de 20% au cas où le prix à la production serait supérieur au prix mondial.

CHAPITRE - (1) -

TABLEAUX RECAPITULATIFS

Produit	Situation 1971	Projets (1)										Total
		(1)	(2)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(15)		
Pomme de terre	5675	1973	301									5.375
		1974	305									5.651
		1975	305									5.931
		1976	370									6.045
Céleri	1350	1973	343									2.647
		1974	473		12							3.585
		1975	535		37							3.870
		1976	637		32							4.275
Laitue	4870	1973	315	70								1.395
		1974	525	140								2.575
		1975	940	280								3.070
		1976	1472	600								3.825
Potato	10450	1973	901									10.851
		1974	958									11.007
		1975	907									11.552
		1976	1135									11.553
Céleri	900	1973	253									1.125
		1974	250		12							1.177
		1975	300		37							1.237
		1976	240		27							1.277
Pommes	11005	1973	113									12.110
		1974	134									12.139
		1975	197									12.167
		1976	307									12.206
Céleri	600	1973	153									753
		1974	128									770
		1975	304									804
		1976	290									870
Céleri	1170	1973	107									11.579
		1974	114									11.571
		1975	114									11.604
		1976	253									11.550
Céleri (autres)	100	1973	156									406
		1974	181		18							493
		1975	203		37							545
		1976	272		27							572
Céleri	85	1973						100		50		155
		1974						120		50		255
		1975						120		50		299
		1976						120		50		293
Céleri	100	1973							20			120
		1974							20			125
		1975							20			140
		1976							20			142
Céleri	200	1973	203									505
		1974	250									560
		1975	370									600
		1976	241									591
Céleri	1305	1973	153									1.070
		1974	446									2.121
		1975	514				200					2.879
		1976	635				500					3.311

1973				1974				1975				1976															
Equipment construction		Fonct-ions + supervis		Credit superviso		Credit FOEDA		Equipment construction		Fonct-ions + supervis		Credit superviso		Credit FOEDA		Equipment construction		Fonct-ions + supervis		Credit superviso		Credit FOEDA					
Local	Devlad	ML	D	ML	D	ML	D	ML	D	ML	D	ML	D	ML	D	ML	D	ML	D	ML	D	ML	D				
20	200	200		35	50	10		400	102	90	21			501	204	90	23	5		505	195	90	24				
	11,8	2,15	104,470		12,2			1,25	148,715		25,2			5,5	15,05		22,1	2,5		5,5	15,704						
	9	13,1				4	3	24,3		6	4	32,5															
	10	35,5				4	4	20,5		4	4	22						4	3	21							
	3	6,5				2	5	8		0,5	1,5	25,5						1	3	75,5							
						0,11	0,125	3,1		0,16	0,141	3,70						0,2	0,18	4,3							
	12	130				112	5	109		12	100							12		80							
	3							1,6				17							10								
								0,9				3,5	12,4						9	31							
																				30,220							
10031	120,7241			114,4011	10,3291			113,1631		112,0191	7,5261			112,0541													
		25	15					35	15					45	16					51	16						
	0,77	0,2	0,31							3,7		3,7		3,6						3,8							
300	250					110,04	115																				
INTERVENTIONS INTERIEURES DE LA POLICE DE L'ETAT																											
						33								10						10							
10	20													0,7	30					0,5	35						
101	320	330	220	15	52	21	41	120	105	653	16	125	31	31	20	752	767	10	115	20	212	34	100	120	16	80	20

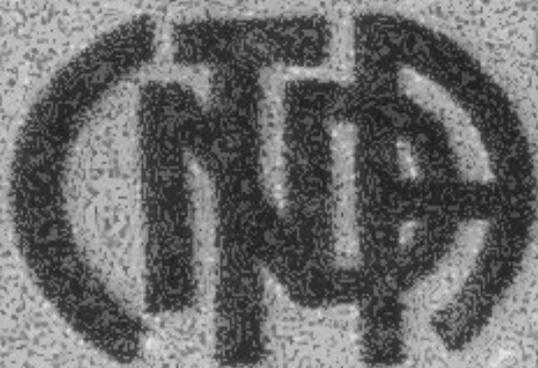
Y 1: about d'investissement privés à encourager.

--	--	--

SUITE EN

F

3



MICROFICHE RE

30481

Ministère de l'Éducation

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

CENTRE NATIONAL DE

DOCUMENTATION ARCHIVES

TUNIS

الجمهورية التونسية
وزارة التعليم

المركز القومي
للتوثيق الأرشيفي
تونس

F

3

EMPLOI

Les besoins bruts en matière d'emploi sont estimés dans le tableau précédent. Il y a cependant un certain nombre de problèmes qui se posent et qui doivent être approfondis dans le cadre du sous-Comité de l'Emploi ; il s'agit de :

- la pénurie d'ouvriers, et les hauts niveaux de salaires exigés dans certaines régions : ex-Sahel.

- l'absence quasi totale de jeunes ouvriers agricoles dans certaines oasis : ex-Wéthouia

- L'insuffisance de la main-d'œuvre spécialisée en culture maraîchère, et les difficultés qu'il y a à placer celle qui existe. Il y a probablement lieu de revoir d'une part les questions de formation aussi bien qualitative que numérique et d'autre part le rôle des bureaux de placement.

- les possibilités de déplacement saisonnier de la main d'œuvre d'une région à une autre d'une façon organisée.

FIN

102

FIN